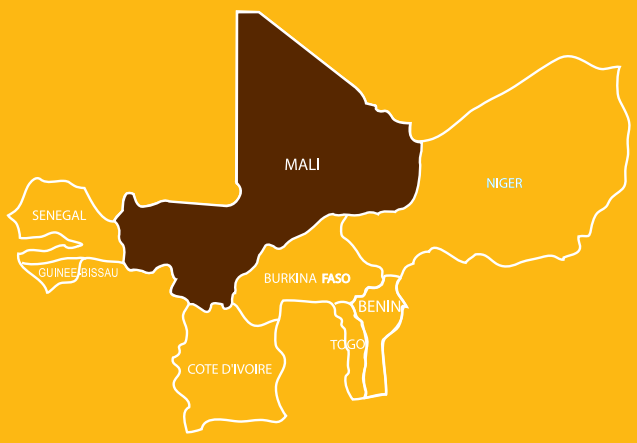


BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2008

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Mali / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI POUR L'ANNEE 2008

Décembre 2009

SOMMAIRE Pages

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....3

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....4

RESUME.....5

INTRODUCTION.....7

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE.....7

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI.....11

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....13

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....17

1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....18

1.1 Evolution des exportations.....18
1.2 Evolution des importations.....20
1.3 Répartition géographique du commerce extérieur.....22

2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....*25*

2.1 Transports.....25
2.2 Voyages.....26
2.3 Services fournis ou reçus par les Administrations publiques.....26
2.4 Autres services.....27

3. EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....27

3.1 Rémunération des salariés.....27
3.2 Revenu des investissements.....27*3.2 Revenus des investissements*.....*27*

4. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....*28*

4.1 Transferts courants des administrations publiques.....29
4.2 Transferts courants des autressecteurs.....29

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....30

1. COMPTE DE CAPITAL.....30
2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES.....31
2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES.....31
aa 2.1 Investissements directs.....31
2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers.....32
2.3 Autres investissements.....32
2.4 Avoirs de réserve.....32

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE DU MALI.....**33**

I. BANQUES DE DEPOTS.....*34*
II. BANQUE CENTRALE.....*34*
III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....*36*

ANNEXES.....**37**

ANNEXE 1 : NOTE MÉTHODOLOGIQUE SUR L'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....38
ANNEXE 2: AJUSTEMENTS DES DONNEES MONETAIRES.....43
ANNEXE 3: TABLEAUX COMPLEMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DES COMPTES.....44
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....43
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....44

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP : Administrations publiques

BA : Banque Africaine de Développement

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

CAF : Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)

CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DGD : Direction Générale des Douanes

DGDP : Direction Générale de la Dette Publique

DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence

DNGM : Direction Nationale de la Géologie et des Mines

INSTAT: Institut National de la Statistique

DNTCP: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

FAB ou FOB : Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale

PIB : Produit Intérieur Brut

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)

RCI : République de Côte d'Ivoire

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	17
Graphique 2 :	Structure du compte courant	17
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	19
Graphique 4 :	Structure des exportations	19
Graphique 5 :	Evolution des importations de marchandises CAF	21
Graphique 6 :	Structure par produit des importations de marchandises	21
Graphique 7 :	Destination géographique des exportations	22
Graphique 8 :	Origine géographique des importations	23
Graphique 9 :	Commerce intra-UEMOA en 2008	24
Graphiques 10 :	Structure des importations et des exportations avec l'UEMOA	24
Graphique 11 :	Evolution de la balance des services	25

TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	8
Tableau 2 :	Evolution des taux de change annuels moyens des monnaies de la CEDEAO	8
Tableau 3 :	Evolution de la balance des paiements	15
Tableau 4 :	Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)	16
Tableau 5 :	Evolution des exportations de biens	18
Tableau 6 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	20
Tableau 7 :	Evolution des importations CAF	20
Tableau 8 :	Evolution des transports	25
Tableau 9 :	Evolution du fret	26
Tableau 10 :	Evolution des voyages	26
Tableau 11 :	Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques	26
Tableau 12 :	Evolution des autres services	27
Tableau 13 :	Evolution des revenus	28
Tableau 14 :	Evolution des transferts courants	28
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	30
Tableau 16 :	Evolution du compte d'opérations financières	31
Tableau 17 :	Evolution des avoirs et des engagements des banques primaires	34
Tableau 18 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	35
Tableau 19:	Evolution des avoirs extérieurs nets	35
Tableau 20 :	Evolution de la position extérieure globale	36

TABLEAUX EN ANNEXE		Pages
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	43
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires	43
Tableau A3 :	Evolution de la balance des paiements courants	44
Tableau A4 :	Evolution des exportations FOB par produit	45
Tableau A5 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	45
Tableau A6 :	Evolution des importations CAF par produits regroupés	46
Tableau A7 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)	46
Tableau A8 :	Exportations FOB du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA	47
Tableau A9 :	Importations CAF du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA	47
Tableau A10 :	Orientation géographique des exportations du Mali	48
Tableau A11 :	Orientation géographique des importations du Mali	49
Tableau A12 :	Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en valeur et en volume	50
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 1999 à 2008	51
Tableau A14 :	Position extérieure globale du Mali de 2004 à 2008	59
Tableau A15 :	Balance des paiements du Mali de 2004 à 2008 – Présentation « Optique BCEAO »	61

RESUME

L'année 2008 a été marquée par deux événements essentiels : la poussée des pressions inflationnistes, en liaison avec la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires, d'une part, la crise financière qui s'est muée en crise économique d'autre part, entraînant un début de récession économique dans plusieurs pays développés. Ainsi, le rythme de croissance de l'économie mondiale est ressorti en termes réels à 3,2%, après 5,2% en 2007.

Cette décélération de la croissance dans les pays industrialisés est essentiellement imputable à la baisse de la demande, les agents économiques (ménages et entreprises) ayant différé leurs dépenses.

Sur les marchés internationaux, l'or a conforté sa position de valeur refuge face à la forte dépréciation du dollar vis-à-vis des autres devises. Ainsi, le prix de l'once d'or s'est établi en moyenne à 871,86 dollars sur l'année 2008, en progression de 25,2% par rapport au prix moyen de l'année 2007. Pour sa part, le prix du baril de pétrole s'est accru de 37,5% en 2008 en atteignant 99,92 dollars, contre 72,65 dollars en 2007, en liaison avec la forte progression de la demande mondiale, notamment celle des pays émergents dont la Chine, face à une offre quasi stable.

Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié par rapport au dollar américain qui a subi les effets néfastes des marchés. En moyenne, l'euro s'est échangé à 1,4708 dollar, soit une appréciation de 7,3 % par rapport à l'année 2007 où le taux de change moyen s'établissait à 1,3684 dollar.

Au niveau de l'UEMOA, une légère expansion a été observée en 2008 avec un taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) de 3,7%, en termes réels, après 3,1%, un an plus tôt. Cette évolution positive est imputable aux bons résultats de l'agriculture vivrière dans l'ensemble des pays de la Zone (en dépit des difficultés éprouvées par la filière du coton), au dynamisme de l'activité des services, notamment les télécommunications, ainsi qu'à la bonne orientation de l'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics, en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructures de base. Quant à l'évolution des prix, elle s'est soldée par une accélération du taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 7,4 % en 2008 dans l'UEMOA, après 2,4% précédemment. Cette évolution reflète la flambée des prix des céréales locales, des produits alimentaires importés ainsi que des produits pétroliers.

Au Mali, la croissance de l'activité économique a été tirée en 2008 par les secteurs primaire et tertiaire, avec une croissance du PIB, en termes réels, de 5,0%, après 4,3% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 3.912,8 milliards[1], en hausse de 14,3% par rapport à 2007. Pour ce qui est de l'évolution des prix en 2008, une augmentation de 9,2% a été enregistrée en moyenne annuelle contre 1,4% en 2007. Ainsi, l'objectif de 2,0% au maximum fixé dans le cadre du programme monétaire n'a pas été respecté. En revanche, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est atténué en atteignant un montant de 232,0 milliards, soit 5,9% du PIB contre 7,9% en 2007, attribuable à un effort de maîtrise des dépenses malgré les tensions

1 Sauf indication contraire, la monnaie de référence dans le rapport est le franc CFA.

liées aux exonérations et subventions de produits pétroliers et alimentaires.

Dans un tel contexte, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2008 se sont soldées par un déficit global de la balance des paiements de 33,3 milliards et une position extérieure globale en fin de période de -822,1 milliards, après -10,7 milliards et -659,7 milliards respectivement en 2007.

L'évolution du solde global de la balance des paiements est attribuable à la forte détérioration du compte de transactions courantes, celui du compte de capital et d'opérations financières ayant connu une bonne évolution. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 476 ,2 milliards, contre un déficit de 278,5 milliards en 2007. En part du PIB, le solde du compte courant a affiché un taux de -12,2% (-13,4% hors transferts officiels) en 2008, contre -8,1% (-9,8% hors transferts officiels) en 2007. Cette évolution du compte courant s'explique essentiellement par une balance commerciale en forte dégradation avec un solde déficitaire de 284,7 milliards, après un déficit de 138,9 milliards de l'année 2007. Elle s'explique également par une aggravation des déficits des services, notamment les transports. En revanche, les flux nets de transferts courants ont légèrement augmenté tandis que ceux des revenus sont restés stables sur la période. Sur le registre du commerce extérieur, les exportations d'or non monétaire et celles des autres catégories de produits (à l'exception du coton) sont ressorties à la hausse ; il en est de même pour les importations de toutes les catégories de produits.

Quant au compte de capital et d'opérations financières, son solde structurellement excédentaire s'est substantiellement amélioré avec un montant de 423,0 milliards, après 265,6 milliards en 2007. Ainsi, l'excédent du compte de capital s'est fixé à 158,2 milliards, en augmentation de 2,8 milliards ou 1,8% par rapport à son niveau de 2007. Le maintien de l'aide publique au développement dont bénéficie le Mali ainsi que la hausse de l'aide privée renforcent cette tendance.

S'agissant du compte d'opérations financières, il s'est soldé, au terme de l'année 2008, par un montant de 264,8 milliards, en hausse de 165,2 milliards par rapport à son niveau de 2007. L'augmentation des flux nets des autres investissements des secteurs privé et bancaire ainsi que, dans une moindre mesure, celle des investissements directs étrangers est à l'origine des variations du solde du compte d'opérations financières.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets des banques se sont amoindris en se fixant à -38,1 milliards, soit une variation -40,2% par rapport à 2007. En revanche, ceux de la Banque Centrale se sont timidement renforcés en atteignant 479,6 milliards à fin 2008, affichant ainsi une variation de 7,2%.

Pour ce qui est de la position extérieure globale, son montant s'est chiffré à -822,1 milliards, après -659,7 milliards un an plus tôt. La variation du stock d'avoirs nets à l'égard des non-résidents, notamment au niveau des autres investissements, explique cette évolution.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE[2]

L'activité économique mondiale a connu en 2008 un ralentissement, après quatre années de croissance moyenne de 5,0%, en raison des pressions inflationnistes et de la crise financière internationale.

En effet, le rythme de progression de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2008, après 5,2% un an plus tôt, du fait des tensions persistantes sur les marchés des matières premières et de la crise financière internationale qui a éclaté au dernier trimestre de l'année, entraînant ainsi un repli du crédit, une contraction de la demande et le début de la récession dans plusieurs pays industrialisés. La faible croissance enregistrée dans certains pays a été soutenue notamment par la hausse des exportations, entretenu par la dépréciation du dollar des Etats-Unis et la mise en oeuvre d'actions de soutien public dans la zone euro, et ce, en dépit de la baisse des revenus entraînant celle de la demande et de la consommation. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel a été de 1,1% aux Etats-Unis, 0,9% dans la zone euro et 0,6% au Japon, contre respectivement 2,0%, 2,7% et 2,4% en 2007.

A l'instar des pays industrialisés, l'activité économique dans les pays émergents s'est ralentie en 2008, se traduisant par la chute des exportations, le repli des investissements étrangers ainsi que le durcissement des conditions de financement extérieur. Ainsi, le taux de croissance du PIB est ressorti à 6,1% en 2008, après 8,3% en 2007. Les pays asiatiques, particulièrement la Chine et l'Inde, malgré leur dynamisme, n'ont pas été épargnés par l'atonie de l'activité économique. La croissance du PIB de ces deux pays s'est ralentie, passant respectivement de 13,0% et 9,3% en 2007 à 7,0% et 7,3%. Quant à l'Afrique, elle a été moins touchée que les autres zones, avec un taux de croissance du PIB réel de 5,2% en 2008 contre 6,2% en 2007. Le continent a subi les contrecoups de sa dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base, dont les cours ont fléchi en fin d'année.

Dans ce contexte de morosité de l'activité économique, un taux d'inflation annuel moyen d'environ 1,5% a été enregistré en fin d'année dans les pays développés. Au sein des Etats de l'OCDE, la hausse des prix à la consommation, en glissement annuel, est ressortie à 1,5% en décembre 2008 contre 4,7% en août 2008. Dans les pays émergents, la baisse de l'inflation a été moins soutenue du fait de la vigueur de la demande intérieure.

Malgré la persistance des tensions inflationnistes observées depuis l'année précédente, la politique monétaire a été orientée vers un assouplissement des conditions. Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale américaine (Fed) a baissé ses taux, afin de soutenir l'activité économique, portant ainsi son taux objectif des fonds fédéraux à 0,25%, soit une baisse de 400 points de base. Dans les autres pays industrialisés, les banques centrales ont assoupli leurs conditions de refinancement au dernier trimestre de l'année (après un durcissement en cours d'année). C'est ainsi que le taux d'appel d'offres de la BCE s'est porté à 2,5% en fin d'année, contre 4,25% auparavant.

2 Sources des données : Rapport annuel 2008 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

Au niveau des marchés financiers internationaux, l'année 2008 a été catastrophique en raison essentiellement de la crise financière et de la mauvaise orientation de l'économie mondiale. Cette situation a nécessité des plans de soutien public pour certaines grandes cotations américaines. Ainsi, les indices du Dow Jones et du Nasdaq (Etats-Unis) se sont contractés respectivement de 33,8% et de 40,5%, l'Eurostoxx[3] de 44,3%, le Footsie à Londres de 31,3% et le Nikkeï du Japon de 42,1%. Quant au marché des changes, il a été marqué par la poursuite de l'appréciation de l'euro face au dollar, en raison des anticipations d'une baisse des rendements des actifs en dollar. En effet, l'euro a gagné du terrain face au dollar US (+7,0%) et à la livre sterling (+14,1%) et s'est déprécié face au yen (-5,75%). En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution identique face aux mêmes devises. En revanche, face aux monnaies ouest-africaines, l'évolution du franc CFA est demeurée contrastée en 2008. En effet, pendant que le dalasi gambien et le cedi ghanéen[4] s'appréciaient respectivement de 1,94% et 92,72% vis-à-vis de la monnaie communautaire, le naira nigerian et le franc guinéen se sont dépréciés de 0,78% et 16,67%.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	FCFA par Unité monétaire		Variation
	2007	2008	
Dollar des Etats-Unis	479,3445	445,9865	-6,96
Franc Suisse	399,3489	413,23	3,48
Livre Sterling	958,96	823,7768	-14,10
Yen Japonais	4,0689	4,3028	5,75

Source : BCEAO

Tableau 2 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises de la sous-région

Devises	Moyennes de FCFA par Unité Monétaire		Variation
	2007	2008	
Dalasi	19,62	20,00	1,94%
Cedi	221,24	426,38	92,72%
Franc guinéen	0,12	0,10	-16,67%
Naïra	3,86	3,83	-0,78%

Source : BCEAO

Concernant le marché des matières premières, il s'est caractérisé par la hausse de la plupart des produits durant les trois premiers trimestres de l'année, suivie d'un renversement de tendance au dernier trimestre, en liaison avec la crise économique. Confortant ainsi son statut de valeur refuge, le cours moyen annuel de l'or s'est inscrit à 871,9 dollars l'once en 2008, contre 696,5 dollars un an plus tôt, soit une augmentation de 25,2%. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est accru de 37,5% en 2008 en s'établissant à 99,9 dollars contre 72,7 dollars en 2007. Cette hausse est en liaison avec la forte progression de la demande des pays émergents, aux attaques spéculatives, ainsi qu'à la persistance des tensions géopolitiques. Quant au coton-fibre,

3 Indice boursier au niveau de la zone Euro.

4 Cette importante hausse du cedi porte l'empreinte du changement de parité intervenu en milieu d'année 2007 à l'occasion de la mise en circulation de la nouvelle monnaie dénommée « Ghana cedi » équivalent à 10.000 cedis.

son cours a également progressé de 12,1% en 2008 pour se fixer à 66,7 cents la livre. Cette évolution découle des perspectives d'une baisse de la production aux Etats-Unis, au Brésil et en Turquie ainsi que de la forte augmentation de la demande. En effet, la culture du coton est concurrencée par celle d'autres produits, tels que le soja et les céréales, ce qui conduit à réduire l'offre.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique s'est raffermie, avec un taux de croissance du PIB qui s'est fixé à 3,7% en 2008, après 3,1% précédemment. Cette évolution est due à l'amélioration des résultats de l'agriculture vivrière dans l'ensemble des pays de la Zone, notamment dans les pays sahéliens. L' année 2008 a été marquée également par le dynamisme de l'activité des services, particulièrement les télécommunications, ainsi que les Bâtiments et Travaux Publics, en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructures de base. Par contre, la croissance a été moins soutenue au niveau du secteur secondaire, en liaison avec la baisse de la production de pétrole en Côte d'Ivoire et le repli de l'extraction d'or au Mali consécutif à l'épuisement des réserves de certains gisements. D'une manière générale, la contribution des produits de rente a été relativement faible, en liaison avec la baisse de la production.

Quant à l'inflation, elle s'est fortement accélérée en 2008 avec un niveau général des prix (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 7,4% en 2008, après 2,4% précédemment et une moyenne de 2,5% sur la période 1996-2007. En 2008, la flambée des prix a touché tous les pays de l'Union, avec une première période (janvier à août) marquée par une accélération de l'inflation, impulsée par la flambée des prix des céréales locales et des produits alimentaires importés ainsi que les fortes tensions sur les cours du pétrole, et une deuxième période (septembre à décembre) qui a enregistré la décélération de l'inflation, en liaison avec l'augmentation de la production agricole de la campagne 2008/2009 et le retournement de tendance des prix des denrées alimentaires et du pétrole.

Au niveau des finances publiques, les opérations financières se sont traduites par un déficit global (base engagements et hors dons) de 1.346,2 milliards ou 4,4% du PIB à fin décembre 2008 pour les pays de l'Union, après 1.396,1 milliards ou 5,1% du PIB en 2007. Cette amélioration du solde global s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes budgétaires qui se sont accrues de 8,7%, en raison de l'intensification, par les pays de l'Union, des efforts de recouvrement des impôts et taxes et de l'élargissement de l'assiette fiscale. En outre, plusieurs pays ont rencontré des difficultés liées à la maîtrise des dépenses engagées, en particulier les subventions et les exonérations de droits de douane et de taxe sur la valeur ajoutée sur les denrées de consommation courante, dans le cadre de la lutte contre la vie chère. En conséquence, les déficits causés par ces mesures ont été en grande partie financés par les emprunts extérieurs et l'émission des bons et obligations du Trésor sur le marché financier de l'Union.

Au titre de la surveillance multilatérale, aucun Etat membre n'a respecté l'ensemble des critères de convergence de premier rang retenus dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité.

Au plan de la mobilisation des ressources extérieures en appui aux programmes économiques et financiers exécutés dans les Etats de l'Union, un financement global de 699,1 milliards a été reçu en 2008 après 579,4 milliards en 2007. Le taux de mobilisation des ressources est ressorti à 73,7%, après 61,4% l'année précédente. En ce qui concerne la situation de la dette publique extérieure, elle s'est soldée par un accroissement du stock qui s'est chiffré à 8.600,5 milliards à fin 2008 contre 8.326,1 milliards à fin 2007, soit une hausse de 274,4 milliards. Les tirages sur emprunt se sont établis à 624,3 milliards contre 470,2 milliards en 2007, soit une progression de 32,6%. Le ratio de l'encours de la dette sur le PIB a connu une légère hausse, en ressortant à 30,7% en 2008 contre 30,3% un an plus tôt.

Dans le domaine des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée à fin 2008 par un renforcement des principaux agrégats monétaires, à savoir, la position extérieure nette, le crédit intérieur et de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont portés à 4.745,0 milliards à fin 2008, en hausse de 79,1 milliards par rapport à fin 2007, imputable essentiellement à la consolidation de la position nette de l'Institut d'émission. Les réserves de change se sont établies à 5.053,7 milliards à fin décembre 2008, soit une augmentation de 258,1 milliards par rapport à l'année précédente. Quant au crédit intérieur, il est ressorti à 6.137,6 milliards (14,0%), en liaison avec l'évolution des crédits à l'économie tandis que la masse monétaire a atteint 9.316,2 milliards (9,5%), évolution reflétée dans les dépôts et la circulation fiduciaire.

Par rapport à la politique monétaire, la Banque Centrale a revu ses taux directeurs, à la faveur de la persistance des tensions inflationnistes. Ainsi, à compter du 16 août 2008, elle a relevé d'un demi point de pourcentage son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte est passé, à la même date, de 4,75% à 6,75%. Les taux de réserves obligatoires n'ont pas été modifiés. Cependant, le taux de pénalité appliqué en matière d'insuffisance de constitution de réserves obligatoires a été relevé de 4,75% à 6,75%. Quant aux opérations d'open market reprises en 2007 pour répondre aux besoins de liquidité des banques et réguler le taux d'intérêt à court terme, elles se sont traduites par 52 opérations d'injection de liquidités pour un montant moyen de 103,2 milliards, soit un montant total de 5.365,1 milliards et un taux marginal des adjudications fluctuant entre 2,7500% et 4,7300%.

Par ailleurs, au titre des appels d'offres d'injection de liquidités, il a été institué à compter du 16 août 2008 des maturités d'un (1) mois et de trois (3) mois, en sus de celle d'une semaine.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI[5]

L'activité économique au Mali a poursuivi son dynamisme en 2008, sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. En effet, la croissance du PIB, en termes réels, a été de 5,0% en 2008, après 4,3% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 3.912,8 milliards, en hausse de 14,3% par rapport à l'année 2007.

Au terme de l'année sous revue, le secteur primaire enregistre une hausse de 13,2% de sa valeur ajoutée en volume, en liaison essentiellement avec la hausse de 48,5% de la branche consolidée du riz. En revanche, la branche consolidée du coton a connu une décélération avec une baisse de la production en volume de 16,8%, en liaison avec l'installation tardive des pluies, la diminution des surfaces cultivées accentuée par la crise que traverse le secteur.

Pour ce qui est du secteur secondaire, il observe une croissance réelle négative de -4,6% en 2008, après une évolution similaire en 2007 (-4,6%). Cette baisse de la production s'explique principalement par celle de l'industrie manufacturière (notamment le textile et l'activité d'égrenage du coton en particulier) et de l'industrie extractive, notamment l'or, avec des taux de croissance respectifs de -14,4% et -6,4%. En revanche, les investissements réalisés dans les branches de l'énergie et des BTP ont plutôt atténué l'évolution négative du secteur.

Au niveau du secteur tertiaire, la progression de la branche « Transports et télécommunications », soit 10,0%, découle de l'accroissement important de la couverture géographique des sociétés de téléphonie mobile ainsi que des activités connexes.

Pour ce qui est de la progression des prix en 2008, elle s'est établie à 9,2% contre 1,4% l'année précédente. Cette contre-performance est essentiellement imputable à la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques sur les marchés internationaux.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2008 s'est traduite par une réduction du déficit global, base engagements et hors dons, de 43,6 milliards, avec un montant de 232,0 milliards, soit 5,9% du PIB après 7,9% en 2007. Cette évolution résulte d'une diminution des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 839,4 milliards en 2008, après 845,5 milliards précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 458,7 milliards en 2008, dont 186,0 milliards de dépenses de personnel, contre 436,9 milliards dont 162,8 milliards au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes et les charges de personnel sont passées respectivement de 89,7% et 33,4% en 2007 à 88,2% et 35,7% en 2008. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 607,3 milliards au titre de la période sous revue, dont 519,8 milliards de recettes fiscales, après 569,9 milliards en 2007 dont 487,2 milliards de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 16,2% en 2008, contre 16,6% l'année précédente, alors que les recettes fiscales se sont chiffrées à 13,8% en 2008 après 14,2% du PIB en 2007. Les dons, pour leur part, ont atteint 134,2 milliards (ou 3,4% du PIB et 17,6% des dépenses budgétaires) en 2008, après 162,2 milliards (ou 4,8% du PIB et 19,5% des dépenses budgétaires) en 2007.

5 Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

Concernant la situation monétaire à fin 2008, elle a été caractérisée par le repli de la position extérieure nette des institutions monétaires et la hausse du crédit intérieur ainsi que de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 496,2 milliards, en baisse de 30,2 milliards ou 5,7% par rapport à leur niveau de fin 2007, du fait d'une diminution de 36,5 milliards de la position extérieure des autres institutions financières, celle de la Banque Centrale s'étant améliorée de 6,3 milliards. Quant à l'encours du crédit intérieur, il a augmenté de 20,4 milliards (ou 4,1%) pour s'établir à 515,0 milliards à fin 2008. Cette évolution est imputable aux agents économiques privés qui ont bénéficié d'un surplus de crédit de 53,1 milliards par rapport à l'année précédente, la position nette du Gouvernement s'étant améliorée de 32,7 milliards. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.023,6 milliards à fin 2008, soit 5,3 milliards d'accroissement ou 0,5% de plus que son montant de fin 2007, reflétant en partie l'évolution du crédit intérieur.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit global de 33,3 milliards, après le déficit de 10,7 milliards de l'année 2007, imputable notamment à la détérioration de la balance commerciale. Quant à la position extérieure globale à fin 2008, elle s'est fixée à -822,1 milliards, en baisse de 162,4 milliards, en liaison avec la baisse du stock d'avoirs extérieurs nets.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en trois parties :

- l'évolution des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières) ;
- l'évolution de la position extérieure globale ;
- les annexes.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution des principales composantes de la balance des paiements du Mali sur la période allant de 2004 à 2008 est retracée à travers les tableaux 3 et 4 ci-après. Le tableau 3 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 4 ("optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés aux tableaux A1 et A2. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte d'opérations financières, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre catégories d'agents économiques (Administrations Publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Banques primaires), alors que dans la présentation "optique BCEAO", ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et banques primaires). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Les principales évolutions de la balance des paiements entre les années 2007 et 2008 se résument comme suit :

- une détérioration de 71,0% du solde des transactions courantes ;
- un renforcement de 65,9% du solde du compte de capital et d'opérations financières (selon la présentation BCEAO) ;
- une aggravation de 210,8% du déficit du solde global.

TABLEAU 3 : Evolution de la balance des paiements

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-216 052	-230 883	-114 306	-278 513	-476 188
Biens	-61 515	-76 265	39 201	-138 860	-284 672
dont marchandises générales	-333 058	-434 854	-549 538	-654 242	-930 822
PM Exportations FOB	515 835	580 673	810 671	745 860	939 129
Importations FOB	-577 350	-656 938	-771 470	-884 720	-1 227 519
Importations CAF	-734 897	-826 075	-952 159	-1 091 450	-1 493 692
Services nets	-153 552	-165 492	-188 863	-191 654	-255 227
Transports	-164 909	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123
Voyages	39 052	37 688	28 689	40 151	57 178
Serv. fournis ou reçus par les AP	5 717	8 219	9 980	7 272	4 556
Autres services	-33 412	-39 469	-36 008	-33 494	-42 838
Revenus nets	-102 931	-109 159	-134 643	-139 679	-139 986
Rémunération des salariés	2 686	2 847	4 802	3 511	4 758
Revenus des investissements	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744
Transferts courants nets	101 946	120 033	169 999	191 680	203 697
Transferts courants des AP	51 375	61 087	86 120	56 769	47 515
Transf. courants des autres secteurs	50 571	58 946	83 879	134 911	156 182
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	229 285	243 583	140 101	265 647	456 289
Compte de capital	108 647	108 590	1 180 961	155 331	158 173
Compte d'opérations financières	120 638	134 993	-1 040 860	110 316	298 116
Investissements directs	52 945	118 544	42 953	31 383	80 460
Investissements de portefeuille & dérivés financie	-1 599	-7 991	-5 800	-22 316	-41 095
Autres investissements	-15 188	91 418	-1 074 256	101 907	285 360
dont capitaux publics	45 826	83 400	-914 616	87 638	103 334
Avoirs de réserve	84 480	-66 978	-3 757	-658	-26 609
Erreurs et omissions nettes	-13 233	-12 700	-25 795	12 866	19 899

Sources : BCEAO, INSTAT, DGD, DNTCP.

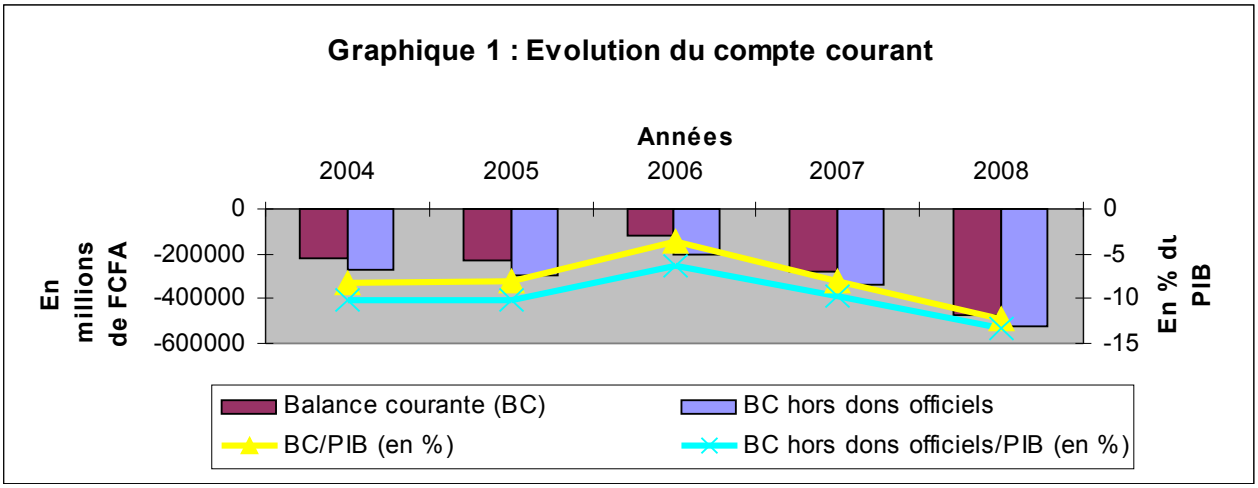
TABLEAU 4 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

RUBRIQUES	1995	2005	2006	2007	2008
		(en millions de FCFA)			
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-143 674	-230 883	-114 306	-278 513	-476 188
Biens	-57 385	-76 265	39 201	-138 860	-284 672
dont marchandises générales	-92 985	-434 854	-549 538	-654 242	-930 822
PM Exportations FOB	220 539	580 673	810 671	745 860	939 129
Importations FOB	-277 924	-656 938	-771 470	-884 720	-1 227 519
Importations CAF	-385 382	-826 075	-952 159	-1 091 450	-1 493 692
Services nets	-173 919	-165 492	-188 863	-191 654	-255 227
Transports	-109 729	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123
Voyages	-11 863	37 688	28 689	40 151	57 178
Serv. fournis ou reçus par les AP	-2 192	8 219	9 980	7 272	4 556
Autres services	-50 135	-39 469	-36 008	-33 494	-42 838
Revenus nets	-19 561	-109 159	-134 643	-139 679	-139 986
Rémunération des salariés	729	2 847	4 802	3 511	4 758
Revenus des investissements	-20 290	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744
Transferts courants nets	107 191	120 033	169 999	191 680	203 697
Transferts courants des AP	59 372	61 087	86 120	56 769	47 515
Transf. courants des autres secteurs	47 819	58 946	83 879	134 911	156 182
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	186 871	290 639	225 083	254 940	423 011
Compte de capital	65 000	108 590	1 180 961	155 331	158 173
Compte d'opérations financières	121 871	182 049	-955 878	99 609	264 838
Investissements directs	55 620	118 544	42 953	31 383	80 460
Investissements de portefeuille & dérivés financiers		2 259	-1 699	-3 749	-7 569
Autres investissements	66 251	61 246	-997 132	71 975	191 947
dont capitaux publics	89 666	83 400	-914 616	87 638	103 334
Erreurs et omissions nettes	-2 295	-12 700	-25 795	12 866	19 899
Solde global	40 902	47 056	84 982	-10 707	-33 278
Avoirs et engagements extérieurs	-40 902	-47 056	-84 982	10 707	33 278
Autorités monétaires	-25 574	-80 453	-59 477	160	-6 905
Avoirs	-40 605	-66 978	-3 757	-658	-26 609
Engagements	15031	-13 475	-55 720	818	19 704
Banques de dépôts	-15328	33 397	-25 505	10 547	40 183
Avoirs	-20351	-8 096	-48 085	-43 792	44 573
Engagements	5023	41 493	22 580	54 339	-4 390

Sources : BCEAO, INSTAT, DGD, DNTCP.

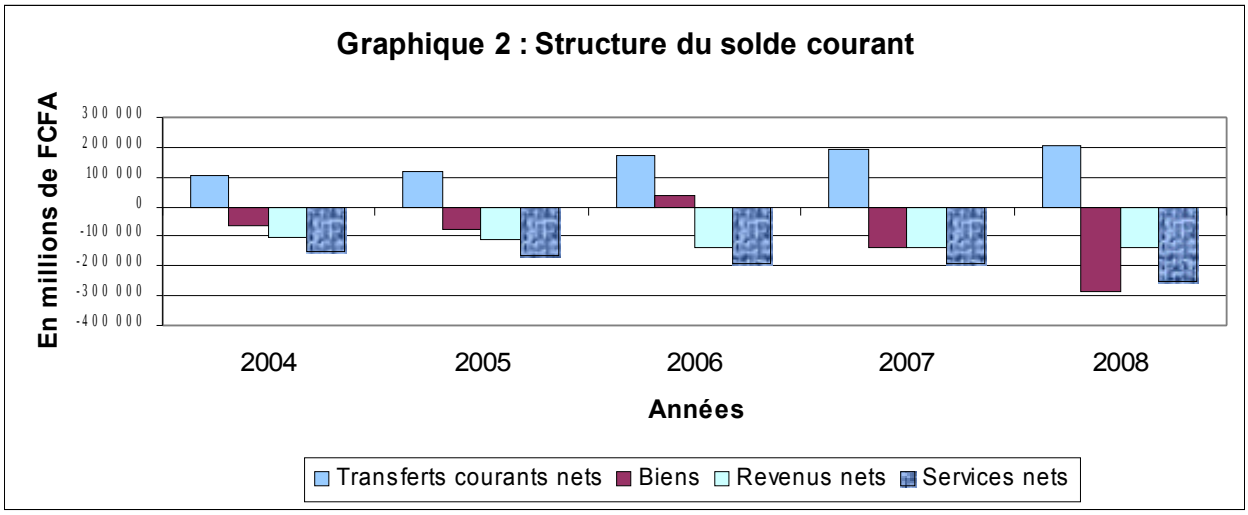
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Correspondant aux échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents au cours de l'année 2008, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 476.188 millions, en détérioration de 197.675 millions par rapport au montant de l'année 2007. Cette évolution découle de l'accentuation du déficit de toutes ses composantes, à l'exception des transferts courants. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est accentué significativement, ressortant à 12,2% (13,4% hors transferts officiels) en 2008 contre 8,1% (9,8% hors transferts officiels) en 2007. Le graphique 1 retrace l'évolution du compte des transactions courantes entre 2004 et 2008.



Sources : BCEAO et INSTAT.

Le graphique 2 ci-dessous montre la structure du déficit des transactions courantes, imputable aux flux de biens, de services et de revenus, les flux de transferts courants nets étant positifs. L'orientation négative des biens et services reflète l'insuffisance de l'appareil productif tandis que celle positive des transferts courants traduit l'importance de l'assistance extérieure dont bénéficie le pays, aussi bien de la part des maliens résidant à l'extérieur que des partenaires publics au développement. Par ailleurs, le déficit accentué des échanges de biens découle de la hausse des importations de toutes les catégories de produits.



Sources : BCEAO et INSTAT.

1. Evolution de la balance commerciale

En 2008, les transactions du commerce extérieur du Mali se sont soldées par un déficit de 284.672 millions, en accentuation de 145.812 millions par rapport à 2007 où elles avaient affiché un déficit de 138.860 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est dégradé de 105,0%, en liaison essentiellement avec la hausse des importations plus importante que celle des exportations.

1.1 Evolution des exportations

Au titre de l'année 2008 et sur la base des données ajustées[6], les exportations totales ont atteint 939.129 millions, en hausse 193.269 millions (ou 26,0%) par rapport au montant réalisé en 2007. Cette performance est imputable à la fois aux exportations d'or non monétaire, d'animaux vivants et des autres catégories de produits, celles portant sur le coton ayant connu une baisse sur la période.

TABLEAU 5 : Evolution des exportations de biens

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	242 172	221 071	220 770	227 079	289 261
dont coton	181 355	139 656	141 027	110 889	91 921
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens				267	678
Achats de biens dans les ports et aéroports	3 096	4 098	2 415	3 336	3 319
Or non monétaire	270 567	355 504	587 486	515 178	645 871
TOTAL EXPORT (FOB)	**515 835**	**580 673**	**810 671**	**745 860**	**939 129**

Source : BCEAO, INSTAT.

Après la baisse intervenue en 2007, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 130.693 millions (ou 25,4%) en 2008, la branche ayant bénéficié de cours plus favorable. En effet, le prix moyen à l'exportation est passé de 9.954,0 FCFA/g à 12.531,5 FCFA/g entre 2007 et 2008 (soit une hausse de 25,9%). En revanche, les volumes exportés du métal jaune sont passés de 51.755,9 kilogrammes en 2007 à 51.539,8 kilogrammes en 2008 (soit une baisse de 0,4%), en raison du début de l'épuisement des réserves de certains sites miniers ainsi que de l'arrêt temporaire de l'exploitation du site de Tabakoto.

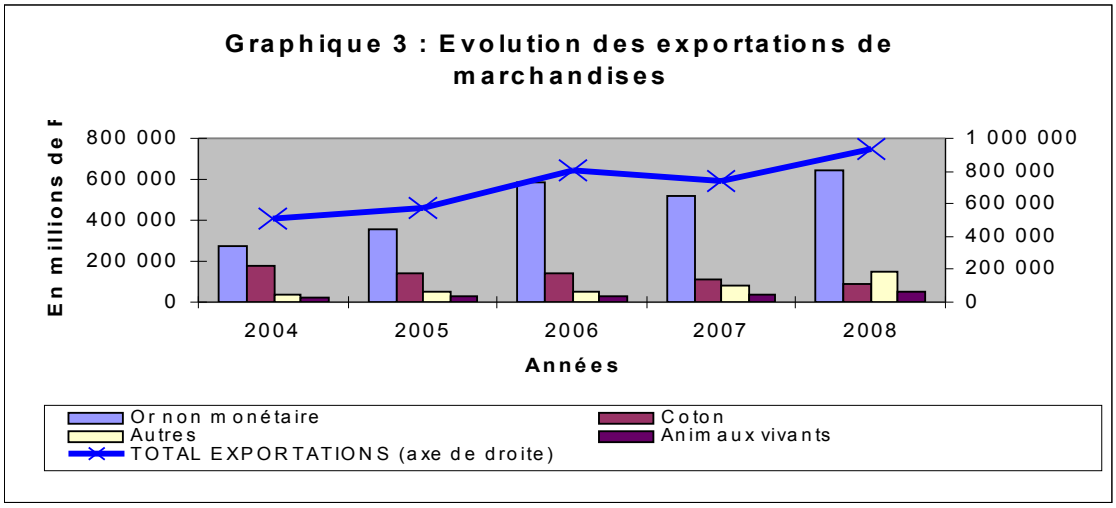
En ce qui concerne les exportations de fibre de coton, elles se sont chiffrées à 91.921 millions en 2008, en baisse de 18.968 millions (ou 17,1%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. L'effet de la baisse du volume exporté de la période (47,7%) a été atténué par la hausse du prix moyen à l'exportation.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles se sont soldées par une hausse en 2008 en s'établissant à 51.812 millions, soit 14.211 millions (ou 37,8%) de plus qu'auparavant. La bonne tenue

6 Le tableau A4 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements.

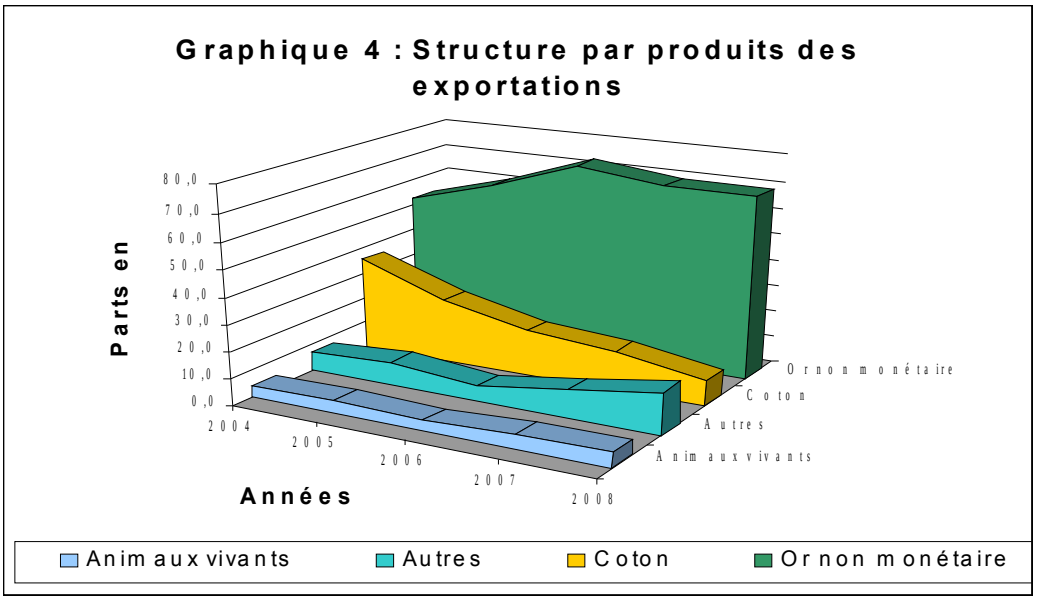
des exportations vers les pays frontaliers (principalement le Sénégal et la Côte d'Ivoire) explique cette hausse.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2004 et 2008.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique 4 donne la structure des exportations entre 2004 et 2008.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est nettement amélioré en 2008 en s'établissant à 4,4% contre 5,7% l'année précédente, soit 1,3 point de moins. Cette évolution résulte de la combinaison de deux facteurs : la hausse substantielle des exportations d'une part, et la légère baisse du service de la dette extérieure par rapport à son niveau de 2007, d'autre part.

TABLEAU 6 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	515 835	580 673	810 671	745 860	939 129
Service de la dette publique extérieure (*)	53 038	56 483	30 761	42 500	41 600
Service de la dette/export en %	10,3	9,7	3,8	5,7	4,4

Sources : BCEAO, INSTAT, DNTCP.

1.2 Evolution des importations[7]

En 2008, l'évolution des importations est empreinte des effets de la persistance de la flambée des prix du pétrole et de la hausse des prix des produits alimentaires. Sur la base de leur valeur CAF, les importations totales se sont chiffrées à 1.493.692 millions, en hausse de 402.242 millions (ou 36,6%) par rapport à l'année 2007. Le tableau 7 ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données ajustées, entre 2004 et 2008.

Tableau 7 : Evolutions des importations totales (CAF)

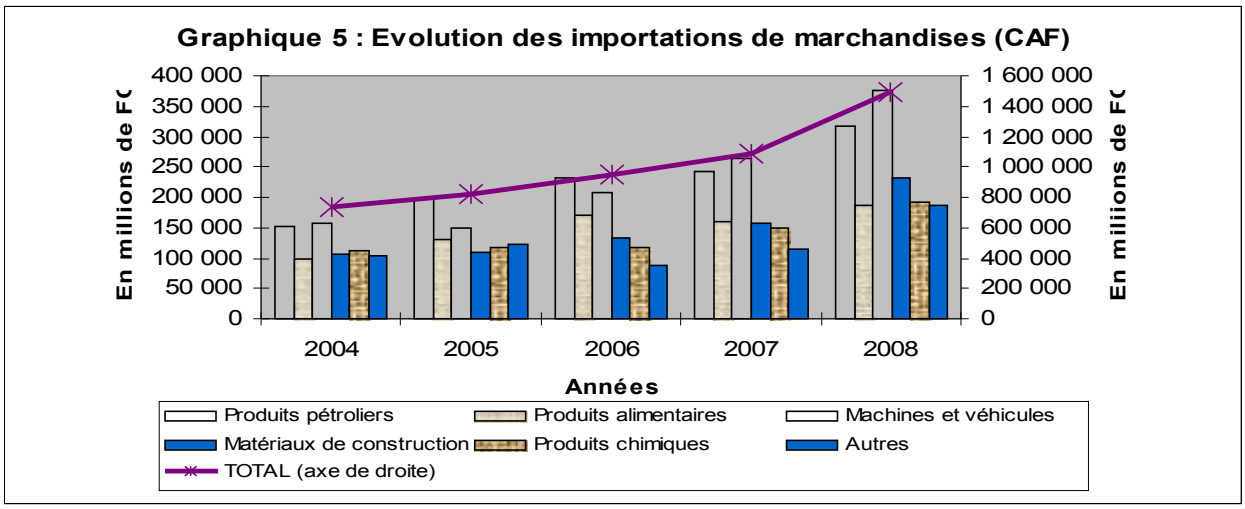
RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	732 777	825 063	950 997	1 088 051	1 489 974
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	1070	1012	1162	733	1052
Achats de biens dans les ports et aéroports	1050	0	0	2666	2666
TOTAL	**734 897**	**826 075**	**952 159**	**1 091 450**	**1 493 692**

Sources : BCEAO, INSTAT.

La forte progression des importations est induite par l'ensemble des catégories de produits, à savoir les biens d'équipement, les produits pétroliers, les biens intermédiaires et les produits alimentaires. Cependant, l'évolution la plus forte est notée au niveau des biens d'équipement (matériaux de construction, machines et véhicules) dont la valeur CAF a progressé de 44,8% avec un montant de 609.118 millions, en liaison avec la poursuite des grands travaux initiés par les Autorités Nationales (construction de logements sociaux à Bamako et dans les régions, construction et réhabilitation de routes, etc.). Quant aux importations de produits pétroliers, elles affichent une hausse de 76.508 millions, soit 31,7% par rapport à leur niveau précédent. De même, les importations de produits alimentaires se sont soldées par une augmentation de 15,6% en s'établissant à 186.302 millions, résultat de l'impact défavorable de la campagne agricole 2007/2008. Enfin, la facture des produits chimiques affiche également une hausse de 27,8%, en liaison avec les achats d'engrais dans le cadre de l'initiative riz mise en œuvre par les Autorités Nationales, à partir de la campagne agricole 2008/2009.

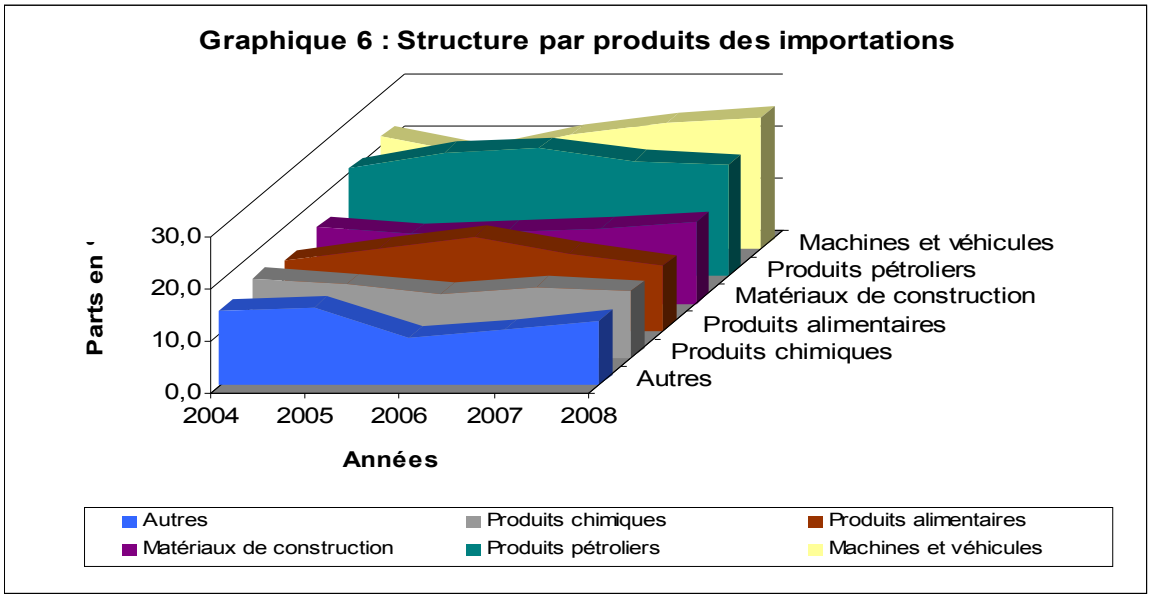
7 Le tableau A6 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 2004 et 2008 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7.

Le graphique 5 ci-après présente l'évolution des principales catégories de biens importés entre 2004 et 2008.



Sources : INSTAT, DGD.

Les évolutions ainsi décrites se sont traduites par une modification de la structure par produit des importations de marchandises (graphique 6). A l'instar de l'année 2007, les machines et véhicules conservent leur position prédominante dans les importations du Mali avec une part de 25,3% contre 24,2% en 2007. Ainsi, les produits pétroliers, qui ont perdu du poids, s'installent au second rang avec 21,3% des importations totales contre 22,2% en 2007. La structure des autres produits a également subi des changements, notamment au niveau des produits alimentaires dont la part a baissé de 2,3 points de pourcentage, avec 12,5% des importations, contre 14,8 % un an plus tôt. De ce fait, les parts respectives des autres produits ont été de 15,6% pour les matériaux de construction, 12,8% pour les produits chimiques et 12,5% pour les autres biens de consommation contre 14,6%, 13,7% et 10,6% respectivement en 2007. Cette structure des importations montre une nette progression des biens de production.



Sources : INSTAT, DGD.

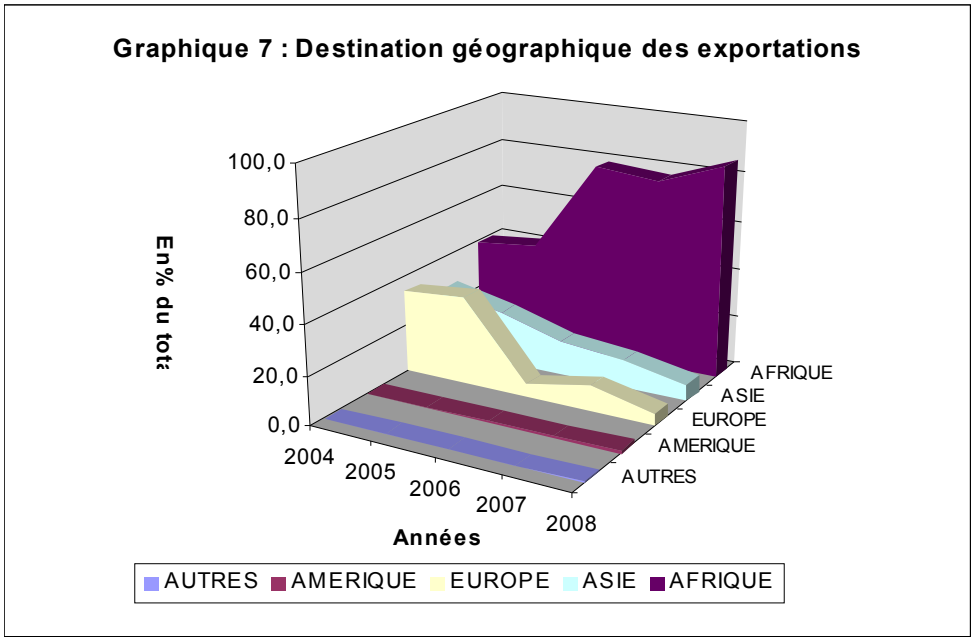
1.3 Répartition géographique du commerce extérieur

a) Evolution globale

La répartition globale du commerce extérieur du Mali en 2008, sur la base des données officielles, reste un peu mitigée avec le retournement de certaines tendances observées l'année précédente. Néanmoins, les échanges avec les pays africains dominent le commerce (notamment en raison des exportations d'or vers l'Afrique du Sud) avec une part représentant 86,5% des exportations et 40,3% des importations de marchandises.

L'orientation géographique des exportations du Mali en 2008, à l'instar des années précédentes, fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Europe (cf. graphique 7). L'Afrique a absorbé un montant de 745.585 millions des exportations du Mali en 2008 (86,5% du total), soit un chiffre supérieur, en valeur et en part, à celui de l'année précédente qui était de 529.458 millions (77,2%). Les exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 623.970 millions en 2008, constituent la principale explication de cette évolution. De même qu'en 2007, la part des pays de l'UEMOA est en nette amélioration, avec un montant et une part de 106.393 millions et 12,3%, contre 53.763 millions et 7,8% l'année précédente. Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et Singapour, destinations privilégiées pour le coton fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 6,7% en 2008, soit 57.907 millions, après 11,6 % en 2007 et 14,2% en 2006. La persistance de cette évolution défavorable reflète la crise du secteur du coton, avec une production en baisse depuis quelques années. Quant au continent européen qui fut historiquement le principal destinataire des exportations du Mali, sa part en 2008 a sensiblement diminué par rapport à 2007, soit 5,2% contre 10,5% du total des exportations en 2007. Cette perte de position de l'Europe s'explique en partie par le fait que ce continent ne constitue plus une destination pour le coton, ses unités productives ayant été pour la plupart délocalisées.

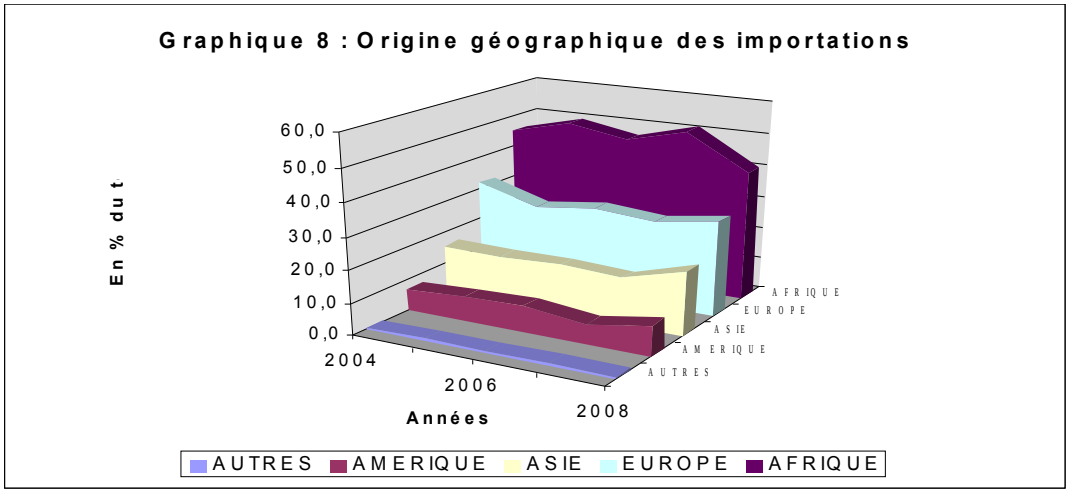
Le tableau suivant présente la structure géographique des exportations.



Sources : INSTAT, DGD.

Au niveau des importations (en valeur CAF), la répartition par pays est restée la même durant ces dernières années, en dépit d'une baisse de la position prédominante de l'Afrique. Ce continent conserve sa position de premier fournisseur du Mali, suivi de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique 8). La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 40,3%, correspondant à un montant de 599.630 millions contre 533.908 millions en 2007. L'Europe a totalisé 29,8% des importations en 2008 (444.380 millions), soit 1,8 point de plus qu'en 2007. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 46,6% en 2008 contre 55,2 % en 2007. Quant au continent asiatique, sa part a notablement augmenté en 2008 en ressortant à 19,9% contre 14,6% en 2007. En effet, en raison des avantages comparatifs qu'offre le marché asiatique, les opérateurs économiques y font de plus en plus d'opérations.

Le tableau A11 en annexe donne le détail sur la structure des importations.



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

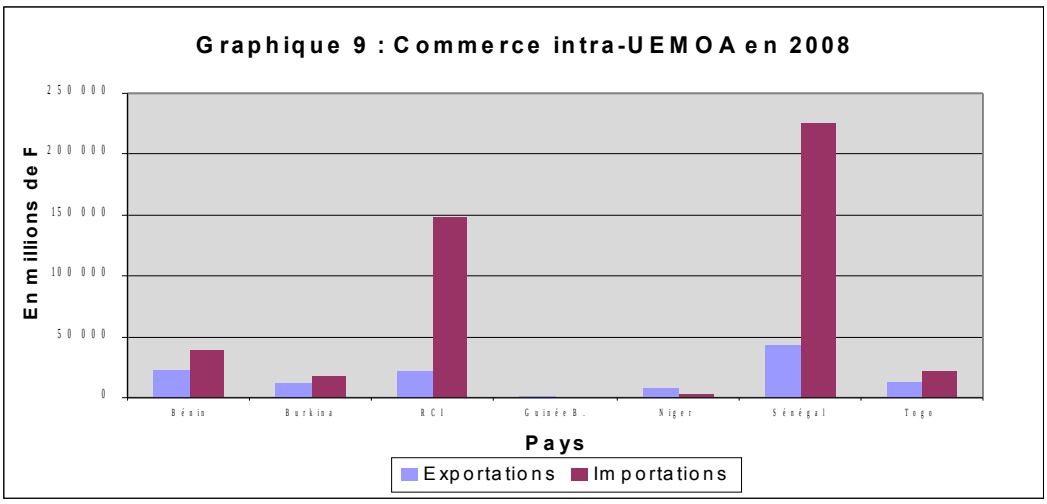
b) Commerce intra-UEMOA[8]

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires en 2007 et 2008, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par un accroissement de 15,5% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 578.615 millions en 2008 contre 501.030 millions en 2007. Ainsi, la part des autres pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 13,0 % (121.830 millions) et celle des importations à 37,8% (456.785 millions) en 2008 contre respectivement 10,2% (75.587millions) et 39,1% (425.446 millions) en 2007. Cette situation résulte d'une augmentation des échanges de toutes les catégories de marchandises du Mali avec les autres pays de l'Union.

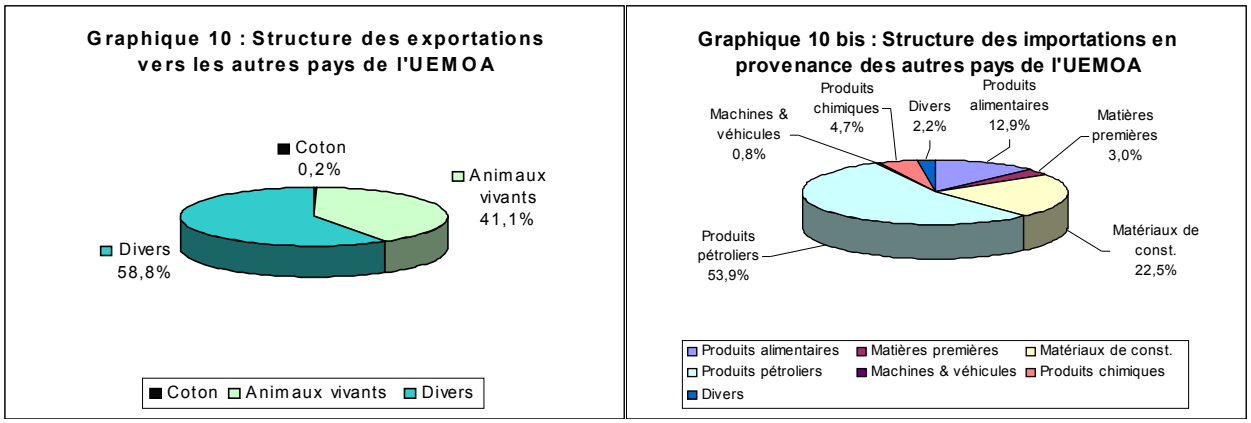
Ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA du Mali fortement déficitaire, avec un solde de -334.955 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 26,7% en 2008 contre 76,7% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

8 L'analyse du commerce intra-UEMOA s'appuie sur les données issues des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Les résultats présentés ci-dessus ont été obtenus sur la base de la confrontation des données du Mali avec celles des autres pays de l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

Le graphique 9 présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2008.



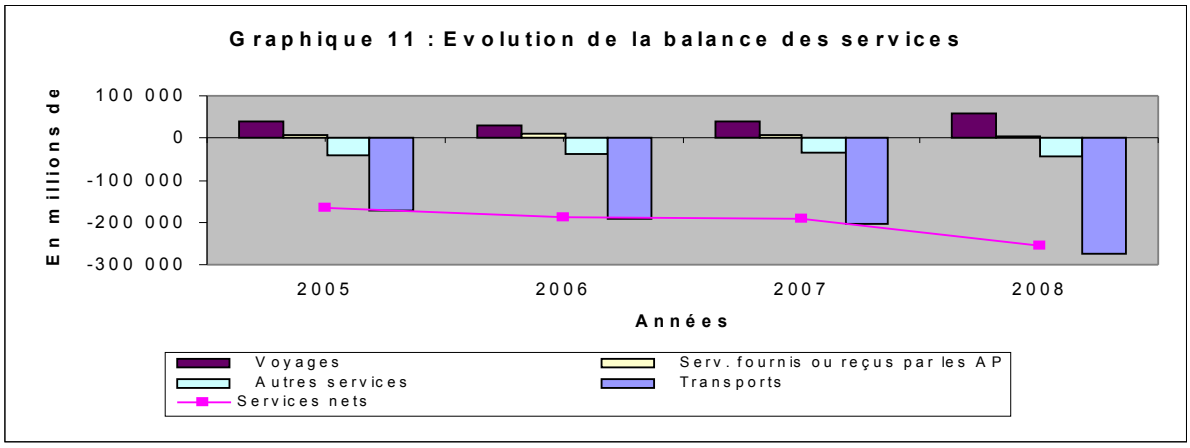
La structure par produits des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des animaux vivants avec 41,1% du total des exportations. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, destinataires privilégiés de ce produit, absorbent respectivement 25,3% et 59,3% des exportations du Mali d'animaux vivants.



Pour ce qui est des importations communautaires du Mali, les principaux fournisseurs sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire avec respectivement 18,7% et 12,3% des importations totales du pays, après 21,2% et 16,5% en 2007. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (20,4% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (8,5%), les produits alimentaires (4,9%) et les produits chimiques (1,8%). Les tableaux A8 et A9 en annexe présentent les exportations et les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2008. Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 98,0%, en matériaux de construction pour 54,7%, en produits alimentaires pour 39,0% et en produits chimiques (engrais) pour 13,8%. Les graphiques 10 et 10 bis qui précèdent présentent la structure des importations et des exportations en 2008 avec les autres pays de l'UEMOA.

2. *Evolution de la balance des services*

A l'instar des « autres services » et des services de transport, eux-mêmes dépendant principalement du fret sur importations, le déficit de la balance des services s'est à nouveau accentué en 2008 en se chiffrant à 255.277 millions, en aggravation de 63.573 millions (ou 32,4%) par rapport à son niveau de 2007. Le graphique qui suit montre que la rubrique « transports », dont le fret de marchandises constitue un poste important, est la cause majeure du déficit de la balance des services entre 2004 et 2008.



Source : BCEAO

2.1 *Transports*

Regroupant tous les services permettant le déplacement des personnes et des biens, le poste « transports » est ressorti encore déficitaire de 274.183 millions en 2008, soit une détérioration de 33,3% par rapport à son niveau de 2007. Il ressort du tableau 8 que cette évolution est essentiellement imputable à la détérioration de la sous-rubrique du fret (-243.270 millions). S'agissant du transport de passagers, son solde s'est fixé à -31.492 millions, en détérioration de 4.041 millions par rapport au montant réalisé en 2007, suite à la hausse du chiffre d'affaires des compagnies aériennes étrangères représentées au Mali.

TABLEAU 8 : Evolution des transports

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-29 736	-29 097	-39 348	-27 451	-31 492
Fret	-133 229	-143 403	-154 257	-178 890	-243 270
Autres services de transport	-1 944	570	2 081	758	639
TOTAL TRANSPORTS	**-164 909**	**-171 930**	**-191 524**	**-205 583**	**-274 123**

Source : BCEAO.

Pour ce qui est du fret, il est ressorti déficitaire de 243.270 millions, en dégradation de 36,0% par rapport à 2007, traduisant d'une part, la hausse du volume des importations et d'autre part, la continentalité du pays. En effet, les importations de marchandises ont augmenté de 38,9% sur la même période

TABLEAU 9 : Evolution du fret					
RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Fret	**-133 229**	**-143 403**	**-154 257**	**-178 890**	**-243 249**
- Fret maritime	-80 606	-86 218	-94 149	-107 717	-138 645
- Fret aérien	-10 991	-11 757	-12 838	-14 081	-16 943
- Autres frets	-41 632	-45 428	-47 270	-57 092	-87 661
P.M. fret sur importations = A	-146 555	-156 762	-171 179	-195 849	-250 802
A / Importations - CAF en %	-20,0	-19,0	-18,0	-18,0	-17,0
Source : BCEAO.					

2.2 Voyages

Recensant les flux de biens et services acquis par les voyageurs pour leur usage personnel pendant leur séjour à l'étranger, la rubrique des voyages a affiché un solde excédentaire de 57.178 millions, en hausse de 17.027 millions par rapport à son montant de 2007. Cette amélioration des flux nets de voyage est imputable à l'augmentation de 16,2% des dépenses des touristes étrangers au Mali. Dans le même temps, les flux débiteurs de voyage ont augmenté d'environ 1,0%. Cette situation est la résultante des efforts déployés par les Autorités (à travers les campagnes et les salons) pour la promotion du tourisme au Mali.

Le tableau 9 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 2004 et 2008. [9]

TABLEAU 10 : Evolution des voyages					
RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Voyages	**39 052**	**37 688**	**28 689**	**40 151**	**57 178**
- à titre professionnel	8 921	7 098	9 497	23 944	12 054
- à titre personnel	30 131	30 590	19 192	16 207	45 124
Source : BCEAO.					

2.3 Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Les flux nets de services fournis ou reçus par les administrations publiques, comprenant les transactions des représentations diplomatiques étrangères et des organismes publics internationaux, ont baissé de 2.716 millions pour s'établir à 4.556 millions en 2008. Cette évolution s'explique par la diminution des dépenses locales des organismes publics étrangers, celles-ci étant ressorties à 5.623 millions au terme de l'année 2008, après 8.381 millions en 2007. Le tableau 10 résume l'évolution de ces flux entre 2004 et 2008.

TABLEAU 11 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques					
RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	5 717	8 219	9 980	7 272	4 556
Source : BCEAO.					

9 L'évolution des voyages à titre professionnel (baisse de 49,7%) et des voyages à titre personnel (hausse de 178,4%) découlent d'ajustements statistiques faites à partir des données de l'OMATHO qui a fourni la répartition des recettes du tourisme entre tourisme d'affaires et de loisirs.

2.4 Autres services

Les autres services, qui regroupent les autres types de services non classés ailleurs (services financiers, de communication, d'informatique et d'information, etc.), ont affiché un solde déficitaire de 42.838 millions en 2008, en détérioration de 9.344 millions par rapport à l'année précédente. Cette dégradation du solde est attribuable à l'ensemble des postes qui composent cette rubrique, à l'exception des services de télécommunication. Ces derniers ont affiché des flux nets créditeurs, en hausse de 3.049 millions ou 15,6% par rapport aux performances enregistrées un an plus tôt. En revanche, les services d'assurance, composés notamment de l'assurance des marchandises, ont enregistré la plus forte détérioration des flux nets avec un solde de 18.955 millions, après 13.016 millions en 2007.

En ce qui concerne les autres services aux entreprises, leur solde déficitaire s'est également creusé de 21,9% en s'établissant à -27.207 millions, en liaison avec les divers services miniers dont bénéficient les sociétés du secteur.

Le tableau 11 retrace l'évolution des autres services entre 2004 et 2008.

TABLEAU 12 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Services de communication	13 139	11 233	19 167	19 485	22 534
Services de BTP	-7 041	-8 896	-6 804	-17 650	-19 210
Services d'assurance	-16 123	-17 008	-13 178	-13 016	-18 955
dont assurance sur marchandises	-10 992	-12 375	-9 459	-10 846	-15 371
Autres services aux entreprises	-23 387	-24 798	-35 193	-22 313	-27 207
TOTAL AUTRES SERVICES	**-33 412**	**-39 469**	**-36 008**	**-33 494**	**-42 838**

Source : BCEAO.

3. Evolution de la balance des revenus

En 2008, le solde de la balance des revenus est ressorti déficitaire de 139.986 millions, en quasi stabilité par rapport à son niveau de 2007 qui se chiffrait à 139.679 millions.

3.1 Rémunération des salariés

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 4.758 millions, après 3.511 millions en 2007, en hausse de 35,5%. Cette situation est en liaison avec l'accroissement de la masse salariale du personnel résident des organismes internationaux.

3.2 Revenus des investissements

Le déficit des revenus d'investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est légèrement creusé en 2008, avec un solde qui est ressorti à 144.744 millions contre 143.190 millions en 2007, marquant ainsi une détérioration de 1.554 millions (ou 1,1%). Cette évolution s'explique notamment par l'évolution des revenus des investissements directs et des investissements de portefeuille, dont les soldes se sont respectivement inscrits à -124.058 millions et -9.240 millions, soit respectivement

une détérioration de 6,4% et une amélioration de 24,1 % par rapport à leurs niveaux précédents. Le déficit des revenus d'investissement s'explique principalement par l'évolution des revenus des autres investissements privés, en liaison avec les engagements extérieurs de certaines grandes entreprises, notamment dans la branche des industries extractives.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 12.500 millions après 11.100 millions en 2007 tandis que les amortissements sur le principal se sont inscrits en baisse. Cette évolution est le signe d'un réendettement extérieur intervenu après les annulations de dettes au titre des initiatives PPTE et IADM, avec des différés de paiement.

Le tableau 13 retrace l'évolution de la balance des revenus entre 2004 et 2008.

Tableau 13 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	2 686	2 847	4 802	3 511	4 758
Revenus des investissements	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744
Revenus des investissements directs	-80 232	-81 432	-112 386	-116 542	-124 058
Revenus des investissements de portefeuille	-9 495	-6 588	-5 146	-12 176	-9 240
Revenus des autres investissements	-15 890	-23 986	-21 913	-14 472	-11 446
dont intérêts sur dette publique extérieure	-16 064	-16 983	-14 541	-11 100	-12 500
TOTAL DES REVENUS	**-102 931**	**-109 159**	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4. Evolution de la balance des transferts courants

Le terme « transferts courants » en balance des paiements désigne une opération entre un résident et un non-résident se traduisant par la fourniture sans contrepartie d'une ressource réelle ou financière. Au terme de l'année 2008, l'excédent de la balance des transferts courants s'est encore consolidé avec un montant de 203.697 millions, en augmentation de 12.017 millions (ou 6,3%) par rapport à 2007. Cette confortable évolution est attribuable aux transferts courants des agents économiques privés.

L'évolution des transferts courants entre 2004 et 2008 est résumée dans le tableau 14.

TABLEAU 14 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques	51 375	61 087	86 120	56 769	47 515
dont aides budgétaires			14 000	27 900	25 000
Transferts courants nets "Autres secteurs"	50 571	58 946	83 879	134 911	156 182
dont envois de fonds des travailleurs (net)	45 684	54 038	76 080	121 698	141 315
dont envoi de fonds reçus (crédit)	72 944	80 837	100 779	154 872	181 876
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	**101 946**	**120 033**	**169 999**	**191 680**	**203 697**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4.1 Transferts courants des administrations publiques

L'excédent des transferts au profit des administrations publiques est ressorti à 47.515 millions, en baisse de 9.254 millions (ou 16,3%) par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est attribuable, d'une part, au recul de l'aide budgétaire reçue par l'Administration Publique qui s'est chiffrée à 25.000 millions, après 27.900 millions en 2007, et d'autre part, à la baisse des autres subventions et reversements communautaires de solidarité.

4.2 Transferts courants des autres secteurs

Au niveau des transferts nets en faveur des autres secteurs de l'économie, notamment les ménages, les flux nets ont atteint un montant de 156.182 millions en 2008, correspondant à un accroissement de 21.271 millions par rapport à leur niveau de 2007. Les flux nets des envois de fonds des travailleurs (ou transferts des migrants), principale composante de ce poste, ont enregistré une augmentation de 16,1% sur la période pour se chiffrer à 141.315 millions. Quant aux fonds reçus par les résidents en provenance de leurs compatriotes établis à l'étranger, ils se sont chiffrés à 181.876 millions, après 154.872 millions en 2007. Il ressort ainsi que ces transferts, sur l'année prise globalement, n'ont pas été affectés négativement par la crise financière internationale.

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières, qui retrace les flux financiers et de capitaux échangés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année, et qui est structurellement excédentaire au Mali, s'est porté à un montant de 456.289 millions en 2008, après 265.647 millions précédemment (selon la présentation standard de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI). Cette évolution découle d'une consolidation du solde des opérations financières.

1. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2008, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, s'est fixé à 158.173 millions , en augmentation de 2.886 millions ou 1,9% par rapport à son niveau de 2007. Cette situation est attribuable à l'accroissement des transferts de capital. En effet, le pays a bénéficié de 23.667 millions supplémentaires de transferts pour le financement de projets dans des secteurs autres que l'Administration publique, notamment en faveur des Organisations non Gouvernementales. Ces transferts ont ainsi atteint 38.410 millions en 2008.

Pour ce qui est de l'aide publique des partenaires financiers dont le pays bénéficie, notamment au titre des dons-projets et de l'appui budgétaire sectoriel, elle a affiché un montant de 109.200 millions, en diminution de 21.000 millions par rapport à l'année précédente. Quant à la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, le montant enregistré est de 10.919 millions, après 10.700 millions en 2007. Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, pour leur part, se sont quasiment maintenues en se fixant à -356 millions.

TABLEAU 15 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Transferts de capital	108 666	108 906	1 181 271	155 643	158 529
Transferts de capital des administrations pub	98 651	102 552	1 175 349	140 900	120 119
- remises de dettes (PPTE et IADM)	28 651	30 052	1 107 451	10 700	10 919
dont IADM			1 085 200		
- autres transferts de capital	70 000	72 500	67 898	130 200	109 200
Transferts de capital "Autres secteurs"	10 015	6 354	5 922	14 743	38 410
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-19	-316	-310	-312	-356
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	**108 647**	**108 590**	**1 180 961**	**155 331**	**158 173**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières, qui englobe les créances et engagements financiers vis-à-vis des investisseurs ainsi que les avoirs et engagements des divers secteurs de l'économie vis-à-vis de l'étranger, a affiché un solde excédentaire notable de 298.116 millions au terme de l'année 2008, en hausse de 187.800 millions par rapport à son niveau de 2007. Ce résultat reflète la hausse des autres investissements du secteur privé et, dans une moindre mesure, celle des investissements directs dans l'économie. Le tableau 16 présente l'évolution des principales rubriques du compte d'opérations financières entre 2004 et 2008.

TABLEAU 16 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	52 945	118 544	42 953	31 383	80 460
Investissements de portefeuille & dérivés financ	-1 599	-7 991	-5 800	-22 316	-41 095
Autres investissements	-15 188	91 418	-1 074 256	101 907	285 360
dont capitaux publics	45 826	83 400	-914 616	87 638	103 334
dont IADM (débit)			-1 020 500		
Avoirs de réserve	84 480	-66 978	-3 757	-658	-26 609
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	**120 638**	**134 993**	**-1 040 860**	**110 316**	**298 116**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Investissements directs

Les investissements directs nets se sont portés à 80.460 millions en 2008, après 31.383 millions en 2007, enregistrant ainsi une hausse sensible de 49.077 millions. Ces investissements qui prennent en compte les investissements étrangers, à travers la création de sociétés à participation étrangère, les bénéfices réinvestis ainsi que les créances et engagements vis-à-vis des sociétés affiliées, se sont traduits par une hausse des flux nets. La hausse des IDE en 2008 reflète essentiellement la cession de la Banque Internationale pour le Mali, le réinvestissement de bénéfices de certaines sociétés du secteur aurifère et de télécommunications, ainsi que de l'augmentation des engagements envers les investisseurs directs, notamment pour le renforcement de l'appareil productif de sociétés minières. Ainsi, les flux créditeurs d'investissements directs sont ressortis à 218.421 millions après 132.717 millions en 2007 et les flux débiteurs ont atteint 137.961 millions contre 101.334 millions en 2007.

2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers

En ce qui concerne les investissements de portefeuille et dérivés financiers, leur solde net s'est fixé à -41.095 millions, après -22.316 millions en 2007. L'augmentation des acquisitions de titres de créances (obligations et autres titres d'emprunt) étrangers par le secteur bancaire est la principale cause de cette évolution. En effet, les flux débiteurs des acquisitions de titres de participation et autres instruments du marché monétaire ont atteint un montant de 113.986 millions, après 35.367 millions en 2007, traduisant une intensification des activités des banques sur le marché financier. Du côté des engagements, les mouvements enregistrés courant l'année 2008 dénotent également du recours des banques au marché pour leur financement. Ces engagements sont passés de 7.621 millions en 2007 à 50.945 en 2008. Quant aux remboursements effectués, ils se sont inscrits à 39.308 millions après 15.053 millions en 2007.

2.3 Autres investissements

Cette composante, qui recense principalement les avoirs et engagements sur les opérations de prêts et de dépôt, est ressortie excédentaire de 285.360 millions à fin 2008, après 101.907 millions en 2007. Cet excédent s'explique par les importants flux enregistrés aussi bien au niveau des avoirs que des engagements. Au niveau des avoirs, c'est le secteur bancaire, et dans une moindre mesure, le secteur privé qui est à l'origine de la baisse des avoirs à l'étranger en 2008 par rapport à son niveau précédent, notamment les avoirs en monnaie et les dépôts du secteur bancaire, en liaison avec la croissance des opérations avec l'étranger. En effet, les flux débiteurs des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts ainsi que les autres avoirs se sont portés à 19.788 millions en 2008 contre 87.171 millions en 2007. En ce qui concerne les engagements, c'est également les secteurs bancaire et privé qui sont à la source des évolutions, avec des crédits commerciaux en hausse de 75.313 millions au niveau du privé et des autres engagements en hausse de 62.316 millions du côté des banques. Ces évolutions reflètent la forte augmentation des importations de produits courant l'année 2008 (38,9%), avec la naissance de crédits commerciaux et autres engagements (crédits documentaires, déposits et autres).

En ce qui concerne les capitaux publics, leur solde s'est établi à 103.334 millions en 2008, en hausse de 15.696 millions par rapport à 2007. Les tirages de l'Administration Publique se sont élevés à 132.434 millions (dont 99.900 millions à long terme), soit 15.696 millions de plus que l'année précédente, les amortissements de dette se sont chiffrés à 29.100 millions après 31.400 millions en 2007.

2.4 Avoirs de réserve

Les avoirs nets de réserve ont augmenté en se situant à 26.609 millions, après 658 millions l'année précédente, marquant ainsi une hausse de 25.951 millions. Cette progression découle à la fois d'une hausse des avoirs en devises et d'une position de réserve auprès du Fonds Monétaire International plus confortable que précédemment. Quant aux droits de tirages spéciaux, ils n'affichent pas d'évolution majeure entre 2007 et 2008.

DEUXIEME PARTIE

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

I. BANQUES DE DEPOTS

A fin décembre 2008, les avoirs extérieurs nets des banques se sont détériorés de 40.183 millions, en s'établissant à -38.124 millions, après 2.059 millions à fin 2007. Cette évolution est essentiellement attribuable à la forte détérioration (44.573 millions ou 19,4%) des avoirs extérieurs de ces institutions qui se sont établis à 185.138 millions. En même temps, les avoirs auprès des banques et correspondants étrangers ont aussi baissé de 7,5% pour se situer à 91.561 millions.

Cette baisse n'a pas été compensée par l'évolution favorable des engagements extérieurs qui ont atteint 223.262 millions, après 227.652 en 2007, enregistrant ainsi une baisse de 1,9%. La diminution des engagements des banques est portée principalement par les engagements à court terme, ceux à moyen et long terme ayant augmenté de 13.537 millions (ou 75,8%) sur la période. En effet, les engagements à court terme se sont repliés de 17.927 millions (ou 8,5%) pour atteindre 191.855 millions à fin 2008. Cette évolution est en ligne avec celle des engagements à court terme des banques et correspondants qui, pour leur part, ont baissé de 34,2% pour s'établir à 81.048 millions. Aussi, la position nette des banques au niveau des dépôts (avoirs et engagements vis-à-vis des banques et correspondants) s'est renforcée en s'établissant à 10.513 millions, après -24.268 millions un an auparavant.

Ces évolutions sont retracées dans le tableau 17.

TABLEAU 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Avoirs	**129 738**	**137 834**	**185 919**	**229 711**	**185 138**
dont banques et correspondants	75 175	77 659	100 694	98 979	91 561
Engagements	**109 240**	**150 733**	**173 313**	**227 652**	**223 262**
Court terme	92 237	133 487	156 180	209 782	191 855
dont banques et correspondants	27 706	18 657	77 215	123 247	81 048
Moyen et long termes	17 003	15 542	17 133	17 870	31 407
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	**20 498**	**-12 899**	**12 606**	**2 059**	**-38 124**

II. BANQUE CENTRALE

Contrairement à l'évolution de la position extérieure des banques de dépôts, les avoirs nets de l'Institut d'Emission se sont raffermis sur la période, avec une hausse concomitante des avoirs et des engagements. En effet, ils se sont fixés à 479.555 millions à fin 2008, après à 472.397 millions à fin 2007. Les avoirs ont nettement progressé (26.293 millions ou 5,5%) en s'établissant à 508.449 millions en 2007, du fait de l'évolution favorable des avoirs en devises qui sont passés de 477.947 millions à 497.982 millions entre 2007 et 2008. De même, la position de réserve auprès du FMI a eu une évolution similaire en se fixant à 10.428 millions en 2008, après 4.174 millions un an plus tôt. Quant aux DTS détenus, ils ont augmenté de 4 millions sur la période.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils ont augmenté de 196,1% du fait de la hausse des engagements envers les banques et institutions, notamment le FMI. En effet, l'encours des crédits du

FMI a augmenté de 13.235 millions en atteignant 18.868 millions à fin 2008, avec le programme économique et financier appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance. Quant aux engagements envers les banques et institutions étrangères, ils se sont renforcés de 6.509 millions courant l'année 2008, en s'établissant à 10.972 millions.

Le tableau 18 retrace l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO entre 2004 et 2008.

TABLEAU 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
AVOIRS	**410 447**	**477 395**	**481 508**	**482 156**	**508 449**
Position de réserve	7 151	9 520	5 289	4 174	10 428
DTS détenus	315	148	26	35	39
Avoirs en devises	402 981	467 727	476 193	477 947	497 982
Autres créances					
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
ENGAGEMENTS	**78 473**	**64 814**	**9 536**	**9 759**	**28 894**
Recours aux crédits du Fonds	74 322	60 713	3 991	5 633	18 868
Banques et institutions étrangères	1 911	4 118	3 932	4 463	10 972
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	2 240	-17	1 613	-337	-946
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
AVOIRS NETS	**331 974**	**412 581**	**471 972**	**472 397**	**479 555**

Source : BCEAO.

Cette évolution de la position extérieure des institutions monétaires reflète la détérioration du solde global de la balance des paiements. Celui-ci a enregistré un déficit de 33.278 millions à la fin de l'année 2008, après un déficit de 10.707 millions à fin 2007, soit une dégradation de 22.571 millions. Le tableau 19 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2004 et 2008.

TABLEAU 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	-188	-33 397	25 505	-10 547	-40 183
Variation AEN Banque centrale	-66 508	80 607	59 391	425	7 158
Contrepartie des réévaluations	2 605	-154	86	-585	-253
SOLDE GLOBAL (1+2+3)	**-64 091**	**47 056**	**84 982**	**-10 707**	**-33 278**

Source : BCEAO.

III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2008, la PEG du Mali s'est fixée à -822.125 millions, après -659.712 en 2007, en dégradation de 162.413 millions par rapport à son niveau de 2007. Cette évolution défavorable résulte d'une augmentation plus importante des engagements totaux que celle des avoirs. En effet, les engagements extérieurs totaux se sont établis 1.614.056 millions à fin 2008, en hausse de 186.625 millions (ou13,1%) par rapport à l'année précédente. S'agissant de l'encours de la dette publique extérieure (y compris engagements envers le FMI), il a augmenté de 189.535 millions par rapport à son niveau de décembre 2007. Ainsi, le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est détérioré de 1,7 point de pourcentage en s'établissant à -21,0% contre -19,3 % à fin 2007.

S'agissant des avoirs financiers du Mali, ils se sont situés à 791.931 millions à fin 2008, en hausse de 24.212 millions (ou 3,2%) par rapport à 2007, en liaison avec l'augmentation des avoirs de réserve mentionnée plus haut. Le stock des avoirs de réserve s'est en effet établi à 481.714 millions à fin 2008, soit 26.924 millions de plus que le montant de 2007.

Le tableau 20 résume l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 2004 et 2008.

TABLEAU 20 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	**-359 344**	**-480 265**	**-479 082**	**-425 358**	**-455 629**
Avoirs	4 902	4 374	1 870	5 407	5 163
Engagements	364 246	484 639	480 952	430 765	460 792
Capital social et bénéfice réinvestis	328 857	363 962	338 945	291 923	286 834
Autres capitaux	35 389	120 677	142 007	138 842	173 958
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NE	**38 954**	**18 168**	**41 285**	**2 131**	**66 375**
Avoirs	46 847	36 796	60 275	34 261	104 368
Engagements	7 893	18 628	18 990	32 130	37 993
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	**-1 802 328**	**-1 732 894**	**-689 830**	**-718 199**	**-941 509**
Avoirs	217 155	233 069	248 411	246 337	173 762
Engagements	2 019 483	1 965 963	938 241	964 536	1 115 271
dont : Prêts Administrations Pub. (hors	1 739 848	1 674 487	629 000	671 700	848 000
Engagements vis-à-vis du FMI	74 322	60 713	3 991	5 633	18 868
AVOIRS DE RESERVE	**410 447**	**477 395**	**481 508**	**481 714**	**508 638**
TOTAL DES AVOIRS	**679 351**	**751 634**	**792 064**	**767 719**	**791 931**
TOTAL DES ENGAGEMENTS	**2 391 622**	**2 469 230**	**1 438 183**	**1 427 431**	**1 614 056**
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	**-1 712 271**	**-1 717 596**	**-646 119**	**-659 712**	**-822 125**

TROISIEME PARTIE

ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont: les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace

aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du

document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1 Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les représentants de la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Nationale de l'Agriculture, la Direction Nationale de l'Elevage, la Direction Nationale des Services Vétérinaires, la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales, la Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes (DNTTMF), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations, la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports, ainsi que les importations des organismes publics étrangers établis au Mali.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les informations sur le transport ferroviaire sont recueillies auprès de l'entreprise exploitant le réseau de chemin de fer (TRANSRAIL-SA). Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir de l'enquête de la BCEAO.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des données sur les transferts électroniques de fonds, des billets de banque étrangers collectés par les intermédiaires financiers (bureaux de change, banques et BCEAO) et d'autres informations recueillies auprès des banques. Les données disponibles auprès des pays d'accueil sont aussi utilisées.

6.2 Compte de capital et compte d'opérations financières

Transferts en capital

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets et les remises de dettes en faveur des administrations publiques).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéfices réinvestis et les prêts entre entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS			
Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale			
(en millions de FCFA)			
	2007	**2008**	**Variation**
AVOIRS			
Statistiques financières internationales	484400	504800	20 400
Statistiques monétaires (données FISEC)	481 840	508 449	26 609
Ajustements			
Total avoirs en balance des paiements	**481 840**	**508 449**	**26 609**
ENGAGEMENTS			
Statistiques financières internationales	10100	29800	19 700
Statistiques monétaires (données FISEC)	21 300	41 392	20 092
dont Allocation DTS	11 204	11 552	348
Ajustements	-4		4
Total engagements en balance des paiements	**10 096**	**29 800**	**19 704**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**471 744**	**478 649**	**6 905**
Source : BCEAO.			

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS			
Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires			
(en millions de FCFA)			
	2007	**2008**	**Variation**
AVOIRS			
Statistiques financières internationales	217 400	190 700	-26 700
Statistiques monétaires (données FISEC)	198 277	190 734	-7 543
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-7 477	-14 016	-6 539
Débiteurs divers	112	97	-15
Divers-comptes d'ordre	0	3	3
Billets externes UMOA	8 837	8 320	-517
Ajustements	29 962		
Total avoirs en balance des paiements	**229 711**	**185 138**	**-44 573**
ENGAGEMENTS			
Statistiques financières internationales	133 200	161 400	28 200
Statistiques monétaires (données FISEC)	132 427	161 383	28 956
Comptes exigibles après encaissement	-5 801	-12 760	-6 959
Dépôts des Maliens de l'extérieur	117 257	74 541	-42 716
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0
Créditeurs divers	0	98	98
Divers-comptes d'ordre	0	0	0
Ajustements	-16 231		
Total engagements en balance des paiements	**227 652**	**223 262**	**-4 390**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**2 059**	**-38 124**	**-40 183**
Source : BCEAO.			

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes

TABLEAU A3 : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Biens	-61 515	-76 265	39 201	-138 860	-284 672
dont marchandises générales	-333 058	-434 854	-549 538	-654 242	-930 822
Services nets	-153 552	-165 492	-188 863	-191 654	-255 227
Revenus nets	-102 931	-109 159	-134 643	-139 679	-139 986
Transferts courants nets	101 946	120 033	169 999	191 680	203 697
Balance courante (BC)	**-216 052**	**-230 883**	**-114 306**	**-278 513**	**-476 188**
P I B*	2 632 100	2 894 000	3 201 470	3 424 520	3 912 800
BC/PIB (en %)	-8,2	-8,0	-3,6	-8,1	-12,2
BC hors dons officiels	-267 427	-291 970	-200 426	-335 282	-523 703
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-10,2	-10,1	-6,3	-9,8	-13,4

*Données révisées du PIB

Sources : BCEAO et INSTAT

TABLEAU A4 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Coton	187 887	140 494	131 951	94 557	92 430
Pierres et métaux précieux	270 567	369 019	588 315	515 178	645 871
Animaux vivants	22 904	27 829	27 544	37 601	51 812
Autres	31 381	34 602	45 485	38 300	71 982
Total statistiques douanières	**512 739**	**571 944**	**793 295**	**685 636**	**862 095**
Ajustements de valeur (non contrôlé)			5 885	40 668	79 246
Ajustements de champ	-6 532	4 631	9 076	16 220	-5 531
EXPORTATIONS AJUSTEES	**506 207**	**576 575**	**808 256**	**742 524**	**935 810**

Sources : BCEAO et INSTAT.

TABLEAU A5 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Coton	181 355	139 656	141 027	110 889	91 921
part en %	35,4	24,2	17,4	14,9	9,8
Or non monétaire	270 567	355 504	587 486	515 178	645 871
part en %	52,8	61,7	72,7	69,4	69,0
Animaux vivants	22 904	27 829	30 204	37 601	51 812
part en %	4,5	4,8	3,7	5,1	5,5
Autres	37 913	53 586	49 539	78 856	146 206
part en %	7,4	9,3	6,1	10,6	15,6
TOTAL EXPORTATIONS	**512 739**	**576 575**	**808 256**	**742 524**	**935 810**

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A6 : Evolution des principales importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	98 125	134 337	167 058	155 154	186 118
Produits pétroliers	152 155	196 532	227 913	232 611	318 041
Produits chimiques	111 935	119 930	116 848	143 611	190 709
Machines et véhicules	157 876	155 844	214 451	257 802	376 608
Matériaux de construction	107 483	124 781	132 644	147 579	231 878
Autres	88 811	82 427	92 949	111 101	185 436
Total statistiques douanières	**716 385**	**813 851**	**951 863**	**1 047 858**	**1 488 790**
Ajustements de valeur (informel)			25 370	66 752	21 312
Ajustements de champ	16 392	11 212	-26 236	-26 559	-20 128
Imports de marchandises gles ajustées CAF	**732 777**	**825 063**	**950 997**	**1 088 051**	**1 489 974**
Fret	-146 555	-156 762	-171 179	-195 849	-250 802
Assurance sur marchandises	-10 992	-12 375	-9 510	-10 881	-15 371
IMPORTATIONS FOB	**575 230**	**655 926**	**770 308**	**881 321**	**1 223 801**

Sources : BCEAO, INSTAT, Direction Générale des Douanes (DGD).

TABLEAU A7 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	98 125	130 771	171 959	161 105	186 302
part en %	13,4	15,8	18,1	14,8	12,5
Produits pétroliers	152 155	196 047	232 987	241 533	318 041
part en %	20,8	23,8	24,5	22,2	21,3
Machines et véhicules	157 876	148 856	209 204	263 311	376 608
part en %	21,5	18,0	22,0	24,2	25,3
Matériaux de construction	107 483	109 593	132 298	157 468	232 510
part en %	14,7	13,3	13,9	14,5	15,6
Produits chimiques	111 935	116 006	116 848	149 272	190 709
part en %	15,3	14,1	12,3	13,7	12,8
Autres	105 203	123 790	87 701	115 362	185 804
part en %	14,4	15,0	9,2	10,6	12,5
TOTAL	**732 777**	**825 063**	**950 997**	**1 088 051**	**1 489 974**

Sources : INSTAT, DGD.

Tableau A8 : Exportations (FOB) du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA en 2008

		Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton		0,2						0,2
	% Exports totales								
	Millions FCFA	0	227						227
Or	% Exports Or								0,0
	% Exports totales								0,0
	Millions FCFA								0
Animaux vivants	% Exports Animaux	10,2	0,1	25,3		1,5	59,3	0,2	96,5
	% Exports totales	0,6	0,0	1,4		0,1	3,3	0,0	5,3
	Millions FCFA	5 276	40	13 098		793	30 703	107	50 017
Divers	% Exports totales	1,9	1,2	0,9	0,1	0,8	1,4	1,4	7,6
	Millions FCFA	18 045	10 894	8 481	1 108	7 437	12 970	12 651	71 586
Total	**% Exports totales**	**2,5**	**1,2**	**2,3**	**0,1**	**0,9**	**4,7**	**1,4**	**13,0**
	Millions FCFA	**23 321**	**11 161**	**21 579**	**1 108**	**8 230**	**43 673**	**12 758**	**121 830**

Sources : BCEAO, INSTAT.

Tableau A9 : Importations (CAF) du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2008

		Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	1,5	0,6	28,0		0,0	8,6	0,3	39,0
	% Imports totales	0,2	0,1	3,5		0,0	1,1	0,0	4,9
	Millions FCFA	2 228	935	42 270		0	13 041	447	58 921
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	10,1	0,0	26,8		0,0	58,8	0,0	98,0
	% Imports totales	2,1	0,0	5,7		0,0	12,6	0,0	20,4
	Millions FCFA	25 913	2	69 016		0	151 495	7	246 433
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,2	19,9		0,0	32,1	2,5	54,7
	% Imports totales	0,0	0,0	3,1		0,0	5,0	0,4	8,5
	Millions FCFA	0	348	37 428		1	60 458	4 723	102 958
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,2	0,2		0,0	0,7	0,1	1,1
	Millions FCFA	22	2 374	2 476		3	8 106	702	13 683
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,2	0,2	0,4		0,0	0,3	0,0	1,2
	% Imports totales	0,0	0,1	0,1		0,0	0,1	0,0	0,3
	Millions FCFA	488	621	1 349		23	984	72	3 537
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,1	6,3		0,0	5,9	1,6	13,8
	% Imports totales	0,0	0,0	0,8		0,0	0,8	0,2	1,8
	Millions FCFA	2	120	9 736		17	9 066	2 435	21 376
Divers	% Imports totales	0,9	1,1	-1,1		0,2	-1,4	1,1	0,8
	Millions FCFA	11 155	13 862	-13 616		1 869	-17 156	13 763	9 877
Total	**% Imports totales**	**3,3**	**1,5**	**12,3**	**0,0**	**0,2**	**18,7**	**1,8**	**37,8**
	Millions FCFA	**39 808**	**18 262**	**148 659**	**0**	**1 913**	**225 994**	**22 149**	**456 785**

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A10 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali de 2004 à 2008

	2004		2005		2006		2007		2008	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	**173 781**	**33,9**	**207 825**	**36,3**	**44 116**	**5,6**	**71 656**	**10,5**	**44 601**	**5,2**
Union européenne	44 454	8,7	33 432	5,8	31 911	4,0	40 295	5,9	22 375	2,6
dont France	19 144	3,7	12 793	2,2	8 604	1,1	5 978	0,9	10 887	1,3
Autres pays européens	129 327	25,2	174 393	30,5	12 205	1,5	31 361	4,6	22 226	2,6
AFRIQUE	**200 809**	**39,2**	**240 145**	**42,0**	**627 883**	**79,1**	**529 458**	**77,2**	**745 585**	**86,5**
UEMOA	37 623	7,3	29 318	5,1	39 134	4,9	53 763	7,8	106 393	12,3
Côte d'Ivoire	10 537	2,1	7 434	1,3	9 794	1,2	17 123	2,5	22 084	2,6
Sénégal	17 680	3,4	16 212	2,8	21 104	2,7	29 085	4,2	58 914	6,8
Burkina Faso	5 081	1,0	1 408	0,2	6 221	0,8	5 196	0,8	8 298	1,0
Bénin	833	0,2	2 959	0,5	924	0,1	694	0,1	6 570	0,8
Togo	860	0,2	214	0,0	447	0,1	862	0,1	8 272	1,0
Guinée Bissau	0	0,0	16	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Niger	2 632	0,5	1 075	0,2	644	0,1	803	0,1	2 254	0,3
Autres	163 186	31,8	210 827	36,9	588 749	74,2	475 695	69,4	639 192	74,1
AMERIQUE	**1 193**	**0,2**	**2 306**	**0,4**	**7 857**	**1,0**	**5 111**	**0,7**	**8 677**	**1,0**
Etats-Unis	1 090	0,2	995	0,2	1 475	0,2	2 145	0,3	7 205	0,8
Autres	103	0,0	1 311	0,2	6 382	0,8	2 966	0,4	1 472	0,2
ASIE	**136 946**	**26,7**	**121 510**	**21,2**	**113 037**	**14,2**	**79 397**	**11,6**	**57 907**	**6,7**
Chine	48 365	9,4	33 222	5,8	49 457	6,2	15 255	2,2	15 947	1,8
Taiwan	12 593	2,5	6 843	1,2	8 909	1,1	2 546	0,4	853	0,1
Autres	75 988	14,8	81 445	14,2	54 671	6,9	61 596	9,0	41 107	4,8
AUTRES	**10**	**0,0**	**158**	**0,0**	**402**	**0,1**	**14**	**0,0**	**5 325**	**0,6**
Total	**512 739**	**100**	**571 944**	**100**	**793 295**	**100**	**685 636**	**100**	**862 095**	**100**

Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

TABLEAU A11 : Orientation géographique des importations du Mali de 2004 à 2008

	2004		2005		2006		2007		2008	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	**228 221**	**31,9**	**215 350**	**26,5**	**274 144**	**28,8**	**283 383**	**27,0**	**444 380**	**29,8**
Union européenne	211 404	29,5	186 857	23,0	244 368	25,7	269 484	25,7	365 176	24,5
dont France	105 934	14,8	102 823	12,6	145 041	15,2	156 292	14,9	207 107	13,9
Autres pays européens	16 817	2,3	28 493	3,5	29 776	3,1	13 899	1,3	79 204	5,3
AFRIQUE	**322 634**	**45,0**	**401 991**	**49,4**	**441 694**	**46,4**	**533 908**	**51,0**	**599 630**	**40,3**
UEMOA	280 364	39,1	310 841	38,2	360 901	37,9	446 179	42,6	467 212	31,4
Côte d'Ivoire	70 079	9,8	84 153	10,3	103 352	10,9	132 873	12,7	154 689	10,4
Sénégal	71 375	10,0	93 327	11,5	115 367	12,1	207 269	19,8	256 691	17,2
Burkina Faso	3 115	0,4	4 067	0,5	8 966	0,9	17 183	1,6	2 370	0,2
Bénin	71 888	10,0	75 528	9,3	85 666	9,0	46 780	4,5	33 269	2,2
Togo	63 067	8,8	53 216	6,5	47 155	5,0	41 886	4,0	20 114	1,4
Guinée Bissau	688	0,1	409	0,1	1	0,0	10	0,0	0	0,0
Niger	152	0,0	141	0,0	394	0,0	178	0,0	79	0,0
Autres	42 270	5,9	91 150	11,2	80 793	8,5	87 729	8,4	132 418	8,9
AMERIQUE	**49 070**	**6,8**	**65 540**	**8,1**	**79 333**	**8,3**	**66 045**	**6,3**	**138 239**	**9,3**
Etats-Unis	30 224	4,2	36 788	4,5	47 945	5,0	39 146	3,7	98 703	6,6
Autres	18 846	2,6	28 752	3,5	31 388	3,3	26 899	2,6	39 536	2,7
ASIE	**111 891**	**15,6**	**123 566**	**15,2**	**149 611**	**15,7**	**152 937**	**14,6**	**295 919**	**19,9**
Chine	36 291	5,1	39 983	4,9	61 570	6,5	64 369	6,1	154 974	10,4
Taiwan	1 657	0,2	806	0,1	927	0,1	574	0,1	1 087	0,1
Autres	73 943	10,3	82 777	10,2	87 114	9,2	87 994	8,4	139 858	9,4
AUTRES	**4 569**	**0,6**	**7 404**	**0,9**	**7 081**	**0,7**	**11 585**	**1,1**	**10 622**	**0,7**
Total	**716 385**	**100**	**813 851**	**100**	**951 863**	**100**	**1 047 858**	**100**	**1 488 790**	**100**

Sources : INSTAT, DGD.

Tableau A12 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2008 (en valeur et en volume)

	Importations CAF		Exportations FOB	
Régions	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)
EUROPE	**444 379 721 622**	**1 376 805 763**	**44 601 309 766**	**44 683 515**
Union Européenne	***365 176 186 540***	***1 175 500 654***	***22 374 838 084***	***43 351 246***
France	207 107 441 996	957 093 210	10 886 970 192	12 128 065
Allemagne	36 255 806 950	23 340 231	3 493 939 794	13 942 536
Italie	16 444 058 613	27 057 302	2 296 540 010	1 752 221
Pays-Bas	10 341 150 205	17 595 116	730 222 023	1 812 230
Royaume-Uni	13 997 168 285	79 988 717	571 401 895	208 562
Autres pays européens de l'UE	***81 030 560 491***	***70 426 078***	***4 395 764 170***	***13 507 632***
Autres pays d'Europe	***79 203 535 082***	***201 305 109***	***22 226 471 682***	***1 332 269***
Dont Suisse	19 088 204 113	8 707 028	22 120 044 227	790 270
AFRIQUE	**599 629 965 228**	**2 133 031 007**	**745 585 262 429**	**254 732 604**
CEDEAO	***497 054 238 180***	***2 047 354 321***	***113 051 780 656***	***244 159 533***
UEMOA	***467 212 496 387***	***1 955 672 943***	***106 393 251 815***	***230 169 736***
Bénin	33 268 829 993	131 991 709	6 570 070 763	10 952 149
Burkina	2 370 016 413	5 979 951	8 297 750 646	27 430 973
Côte d'Ivoire	154 689 061 344	640 879 236	22 084 197 383	59 117 866
Guinée Bissau	-	-	700 000	37 000
Niger	78 933 714	127 767	2 253 611 744	3 749 588
Sénégal	256 691 246 792	1 039 944 091	58 914 529 472	102 036 624
Togo	20 114 408 131	136 750 189	8 272 391 807	26 845 536
Autres pays de la CEDEAO	***29 841 741 793***	***91 681 378***	***6 658 528 841***	***13 989 797***
Cap vert	-	-	-	-
Gambie	245 881 537	600 328	9 523 550	108 928
Ghana	24 818 947 235	77 928 076	698 568 748	6 101 058
Guinée Conakry	3 584 164 220	11 308 809	5 297 335 770	6 073 960
Libéria	-	-	28 670 000	15 500
Nigeria	1 190 348 539	1 844 160	259 280 773	433 351
Sierra Leone	2 400 262	5	365 150 000	1 257 000
Autres pays d'Afrique	***102 575 727 048***	***85 676 686***	***632 533 481 773***	***10 573 071***
Dont: CEMAC	***82 911 776 567***	***58 217 459***	***629 519 197 823***	***6 745 363***
Algérie	2 245 345 221	6 584 271	1 077 696 124	874 231
Maroc	8 942 032 941	3 883 722	2 611 401 143	3 813 846
Tunisie	3 962 626 633	21 256 330	1 062 052 977	1 577 283
Cameroun	277 468 165	651 034	10 752 773	8 970
Kenya	71 413 619	142 517	23 501 660	20 335
Afrique du Sud	67 412 889 988	25 699 585	624 733 793 146	450 698
AMERIQUE	**138 238 767 514**	**173 014 296**	**8 676 510 825**	**3 348 981**
Canada	8 812 411 826	4 307 613	911 815 708	257 321
Etats-Unis	98 703 333 132	21 879 945	7 205 178 000	2 801 332
Autres pays d'Amérique	***30 723 022 556***	***146 826 738***	***559 517 117***	***290 328***
ASIE	**295 919 474 913**	**549 239 704**	**57 906 846 571**	**85 828 429**
Chine	154 973 794 606	300 323 798	15 947 425 162	25 496 221
Hong-Kong	2 439 334 484	3 431 582	16 306 936	70 197
Inde	29 464 539 938	61 101 267	4 448 818 057	6 768 863
Japon	40 986 962 486	26 626 750	3 076 683 126	3 719 745
Taïwan	1 086 910 340	909 011	852 892 770	1 185 121
Thaïlande	17 610 609 557	70 604 352	12 220 388 344	17 916 774
Autres pays d'Asie	***51 796 657 986***	***89 674 526***	***21 360 639 112***	***30 741 705***
OCEANIE	**10 622 440 382**	**7 338 735**	**5 324 822 815**	**7 759 768**
Dont: Australie-Nouvelle Zélande	***8 044 640 751***	***3 925 023***	***217 197***	***1 509***
TOTAL GENERAL	**1 488 790 369 659**	**4 239 429 505**	**862 094 752 406**	**396 353 297**

Source : INSTAT.